

**Commission d'enquête
sur l'octroi et la gestion
des contrats publics
dans l'industrie
de la construction**

Québec 

130P-1552



TRAVAUX ROUTIERS DU MTQ

Portrait du marché – 8 avril 2014

Le réseau routier confié au MTQ

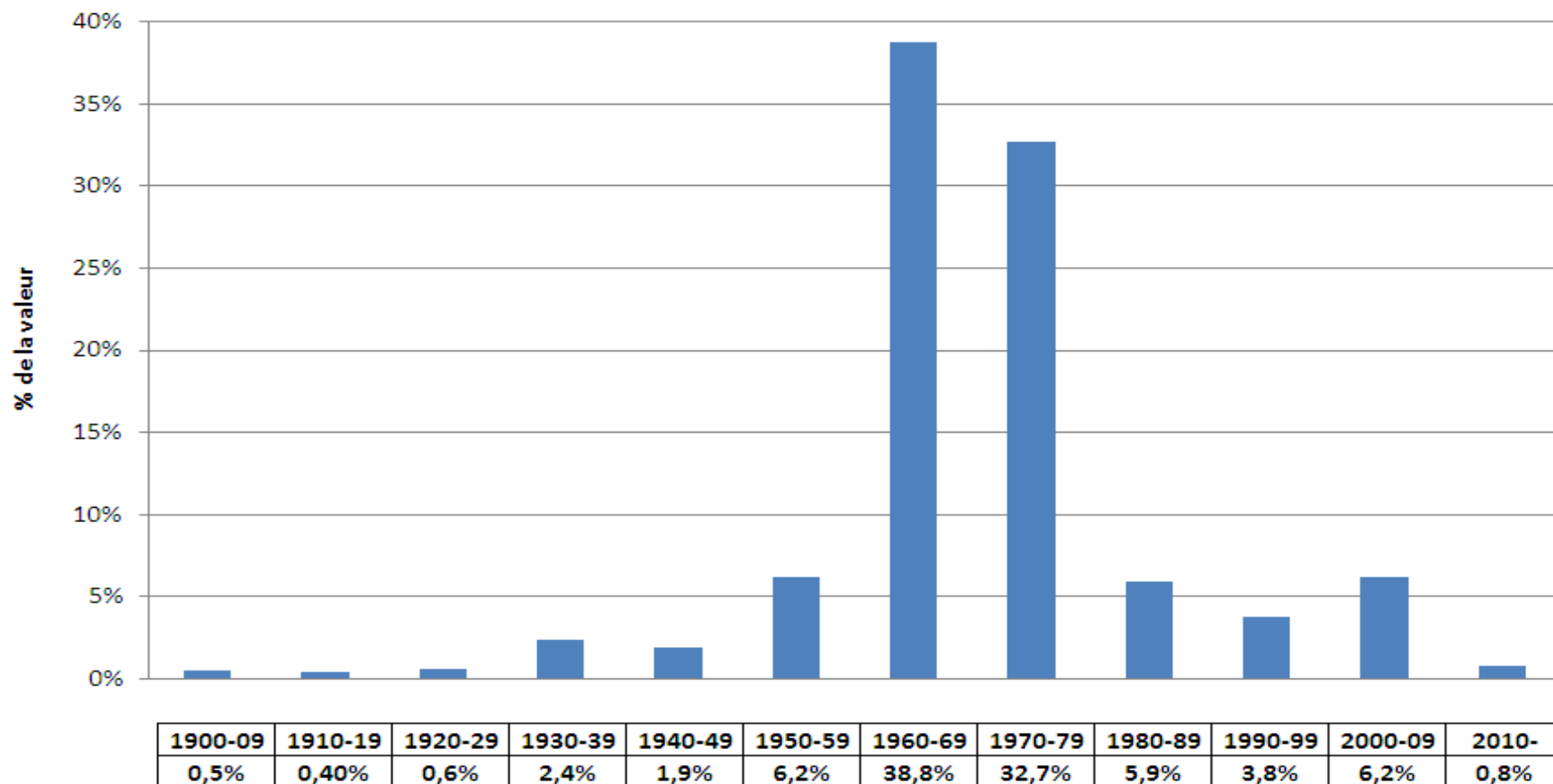
Le MTQ est responsable de :

- 30 600 km de routes
- 9 520 structures
 - 4 696 ponts et ponceaux
 - 545 murs de soutènement, tunnels, passerelles, stations de pompage, etc.
 - 4 279 ponts sur le réseau municipal (moins de 100 000 habitants)

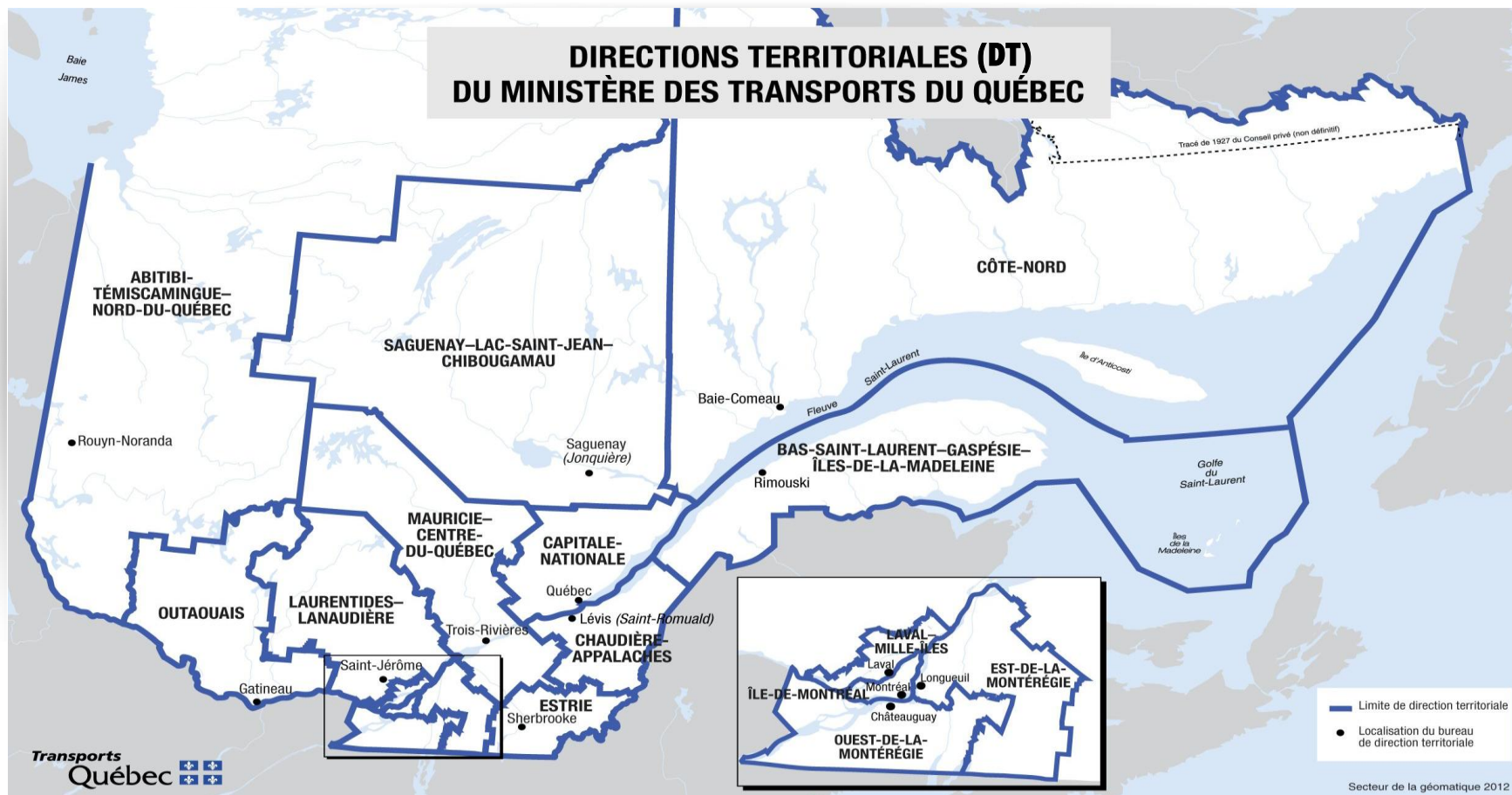
Le réseau routier confié au MTQ - Quelques comparaisons

	Québec	Ontario	New York	France
Longueur (km)	30 600	21 100	24 100	20 000
Nombre d'habitants (millions)	8	14	19,6	65,7
Précipitations annuelles moyennes (mm)	1 000	500 à 900	750	800
Durée de la période de gel (jour/an)	147 à 218	100 à 200	10 à 100	0 à 90
Profondeur de gel (mètres)	1,2 à 3	1 à 3,2	moins de 1,4	0 à ,08
Charge max. essieux simples (tonnes)	10	10	9	France 13,1 Union Euro 11,5

Le réseau routier confié au MTQ – Années de construction

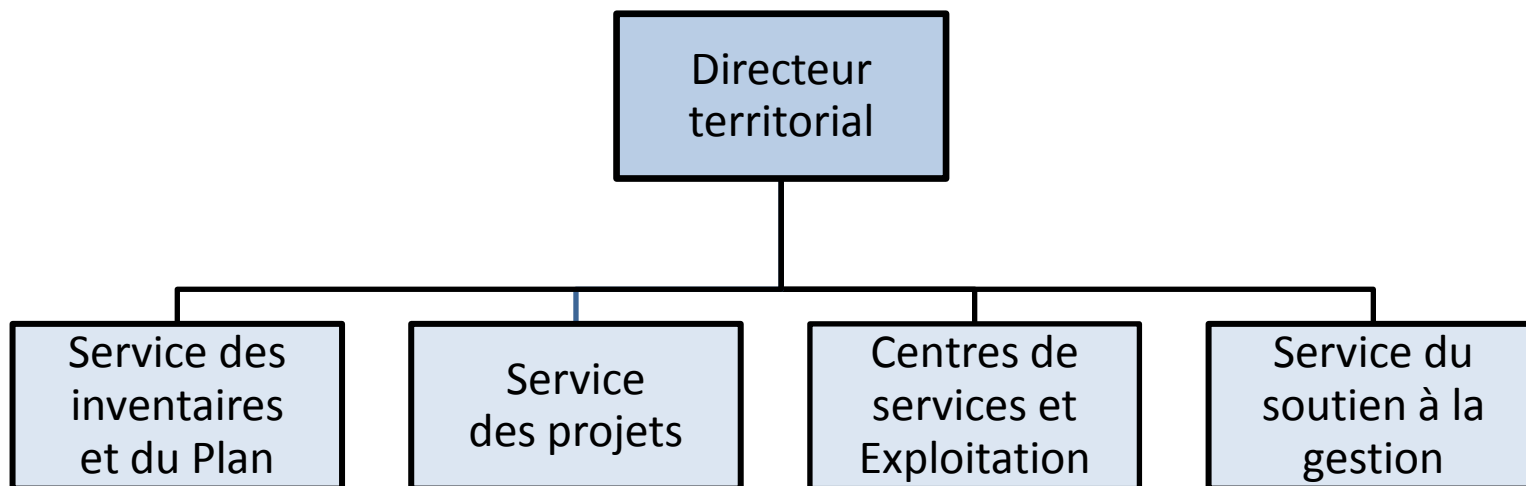


Le réseau routier confié au MTQ

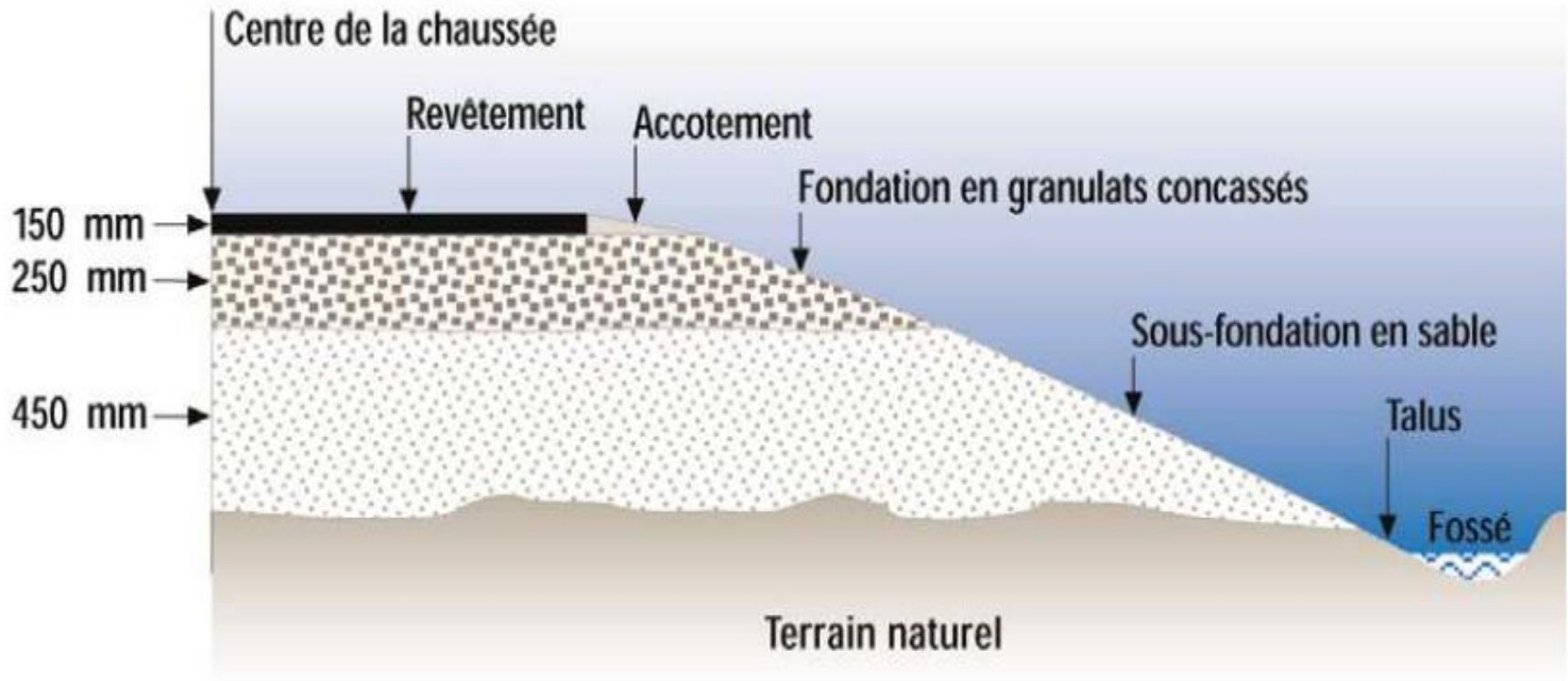


Le réseau routier confié au MTQ

L'organisation d'une direction territoriale du MTQ



La structure type d'une chaussée

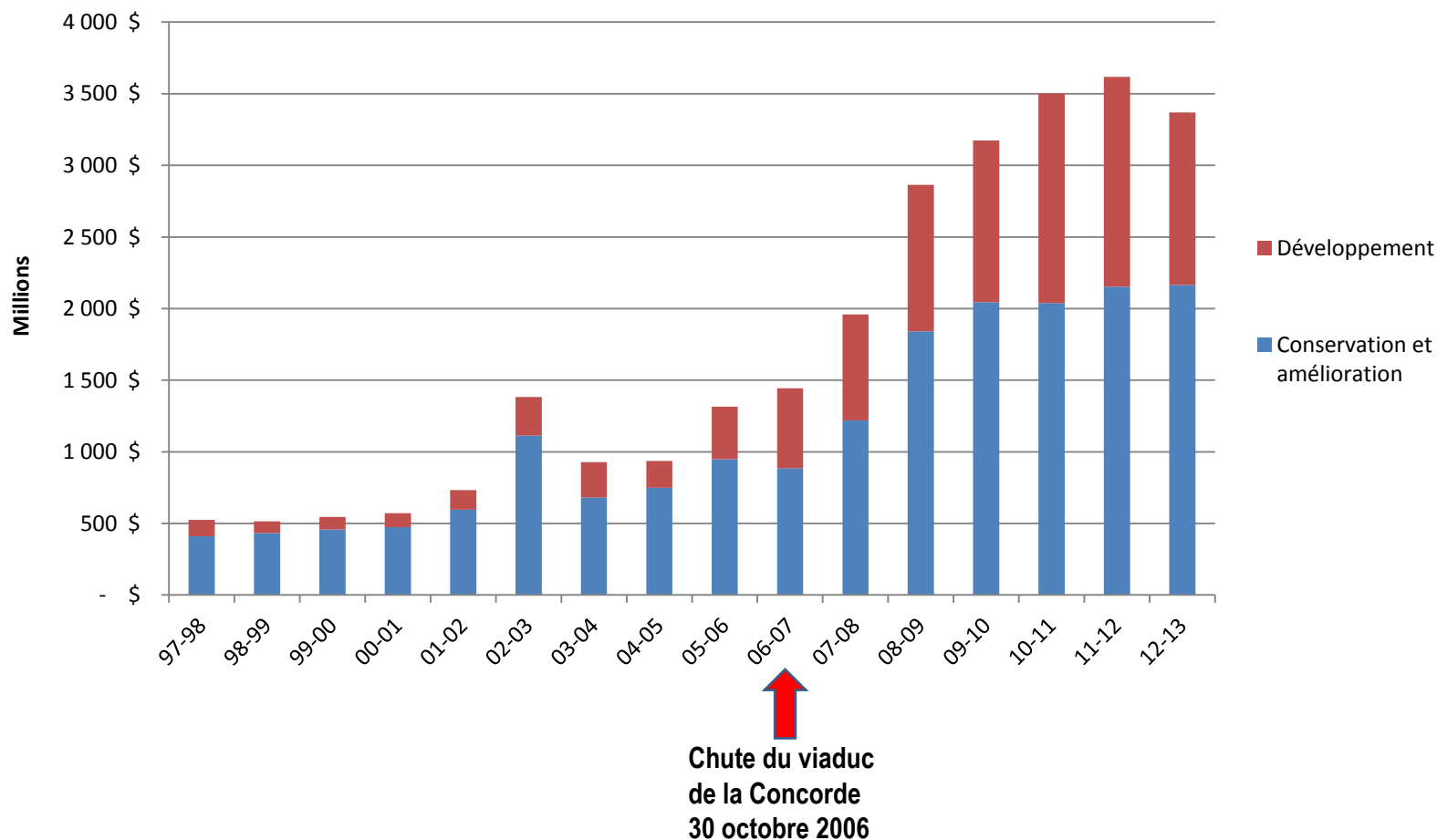


Investissements dans le réseau routier

En 2007:

- La Commission d'enquête sur le viaduc de la Concorde recommande l'adoption d'un programme s'étendant sur au moins dix ans visant l'amélioration de l'état des ponts (rapport publié en octobre 2007).
- Annonce d'un plan de redressement du réseau routier sur 15 ans. Budget des 5 premières années: 13,3 \$ milliards (plan annoncé en octobre 2007).
- Adoption de la *Loi favorisant le maintien et le renouvellement des infrastructures publiques* afin de surmonter, d'ici 2022, le déficit d'entretien cumulé des infrastructures routières estimé à 8,6 milliards de dollars (loi adoptée en décembre 2007).

Investissements réalisés par le MTQ dans le réseau routier

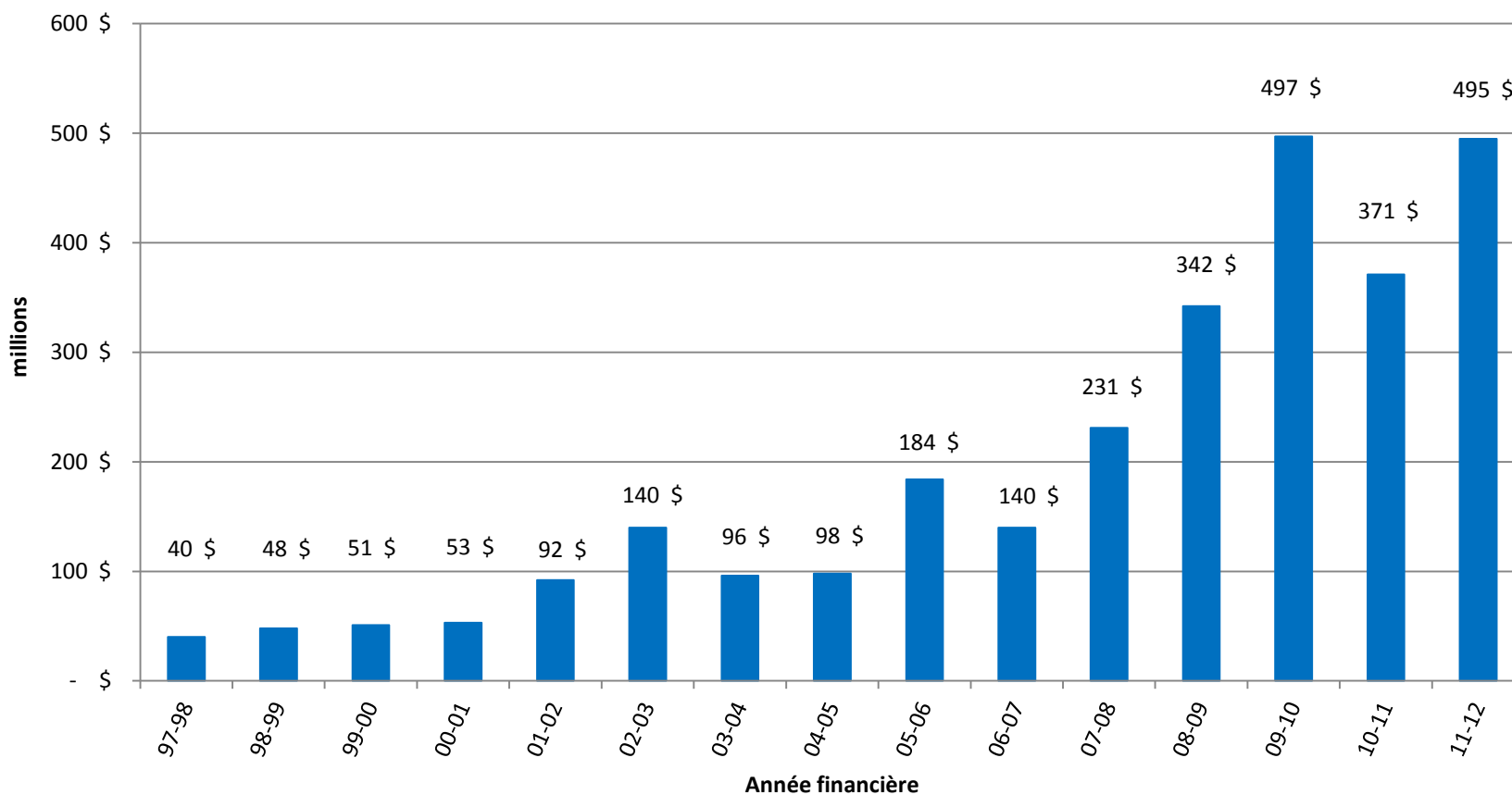


Valeur et nombre de contrats de 1997-1998 à 2011-2012*

	Valeur	Nombre
Contrats de construction	15 548 M\$	15 561
Contrats de services techniques reliés à la construction	89 M\$	1 248
Contrats de services professionnels reliés à la construction	2 876 M\$	19 629
Total	18 513 M\$	36 438

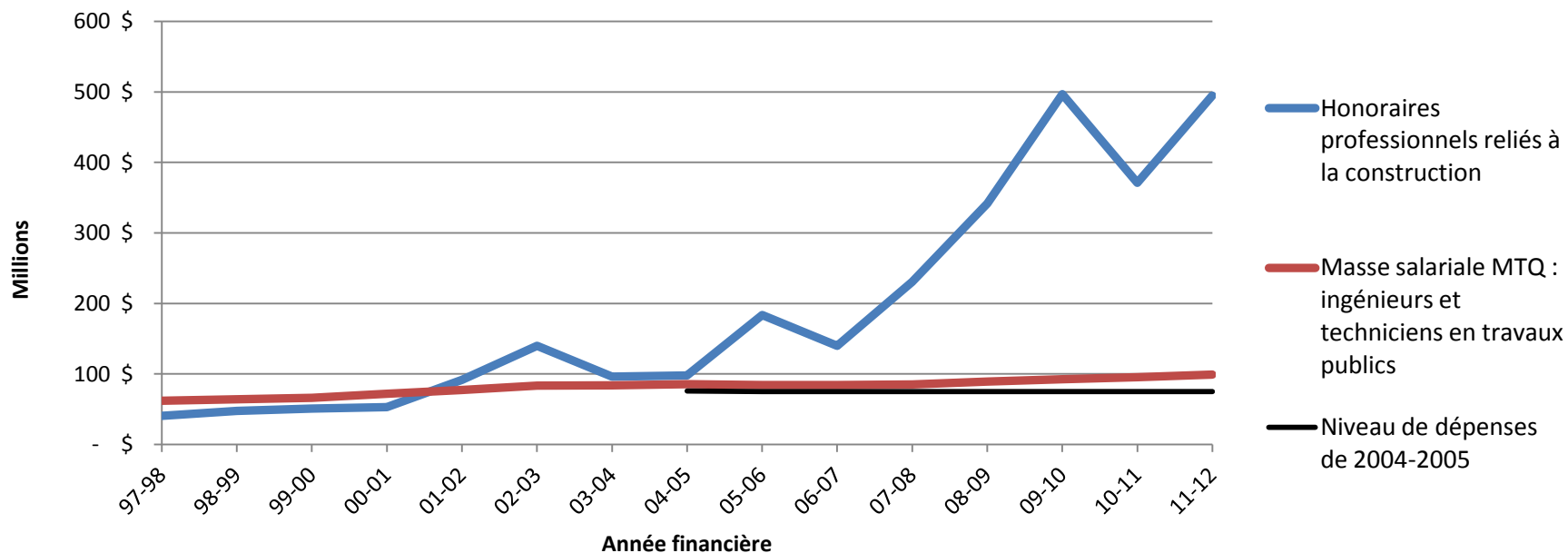
* Contrats de plus de 5 000 \$

Services professionnels en construction : valeur des contrats octroyés



Services professionnels : contrats octroyés par le MTQ

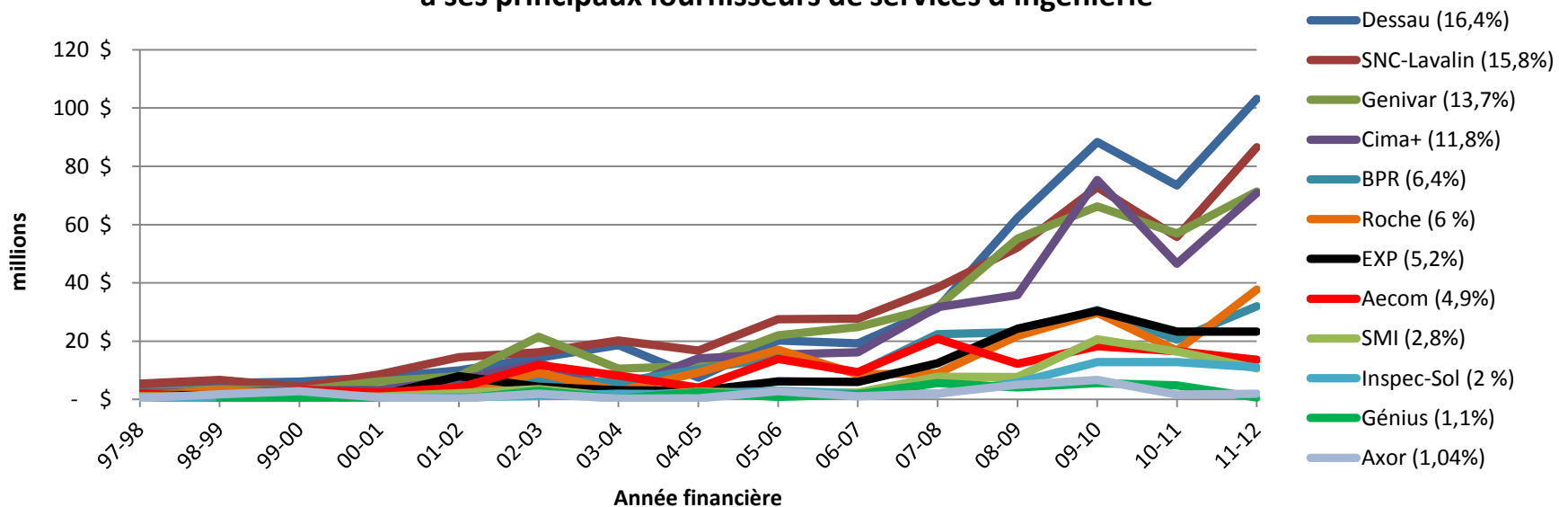
Évolution de la valeur des contrats de services professionnels en construction et de la valeur de la masse salariale des ingénieurs et des techniciens en travaux publics du MTQ



Services professionnels : firmes ayant obtenu plus de 1 % des contrats du MTQ

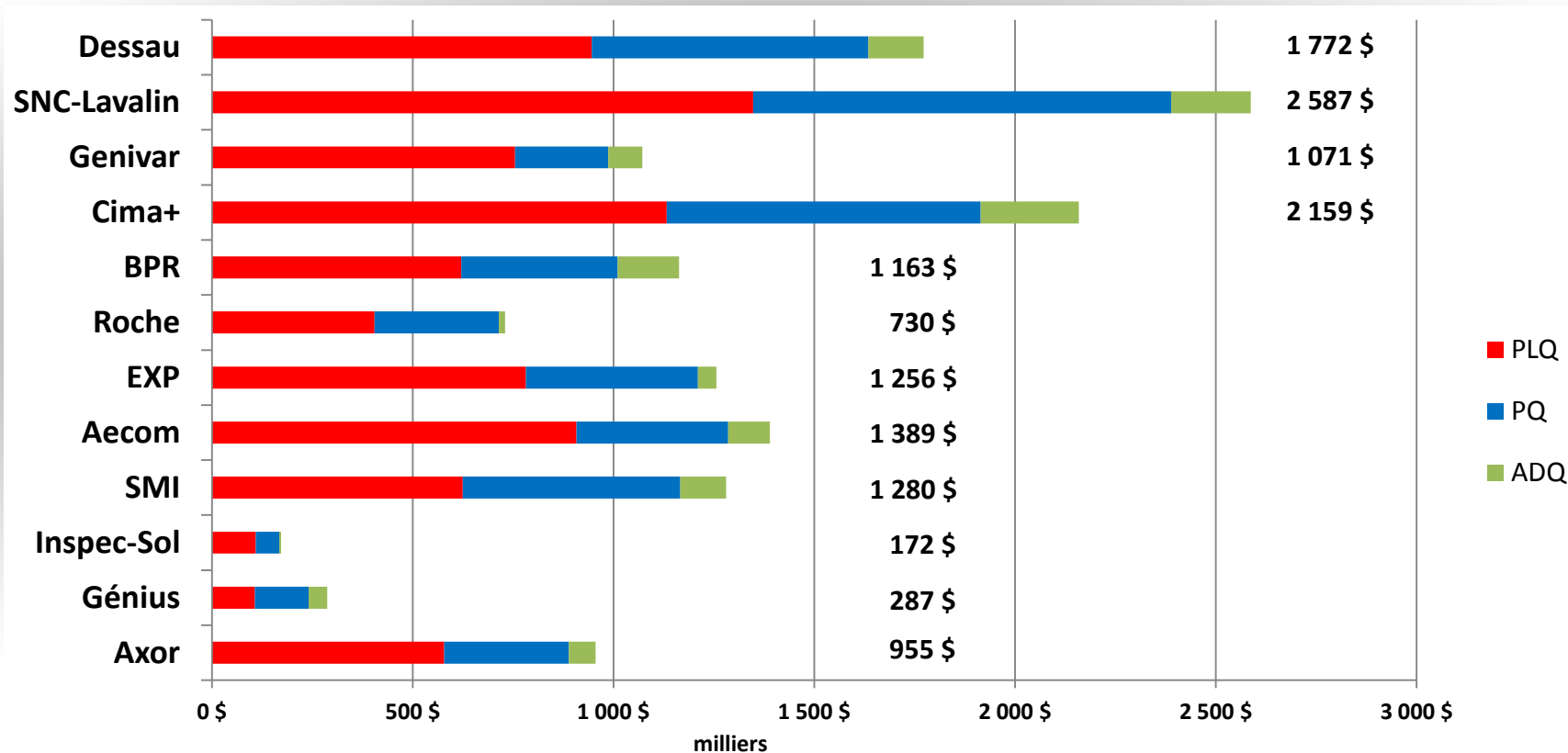
Douze firmes de génie ont obtenu 87,1 % de la valeur des contrats de services professionnels du MTQ de 1997-1998 à 2011-2012, soit 2 506 M\$.

Évolution de la valeur des contrats octroyés par le MTQ
à ses principaux fournisseurs de services d'ingénierie



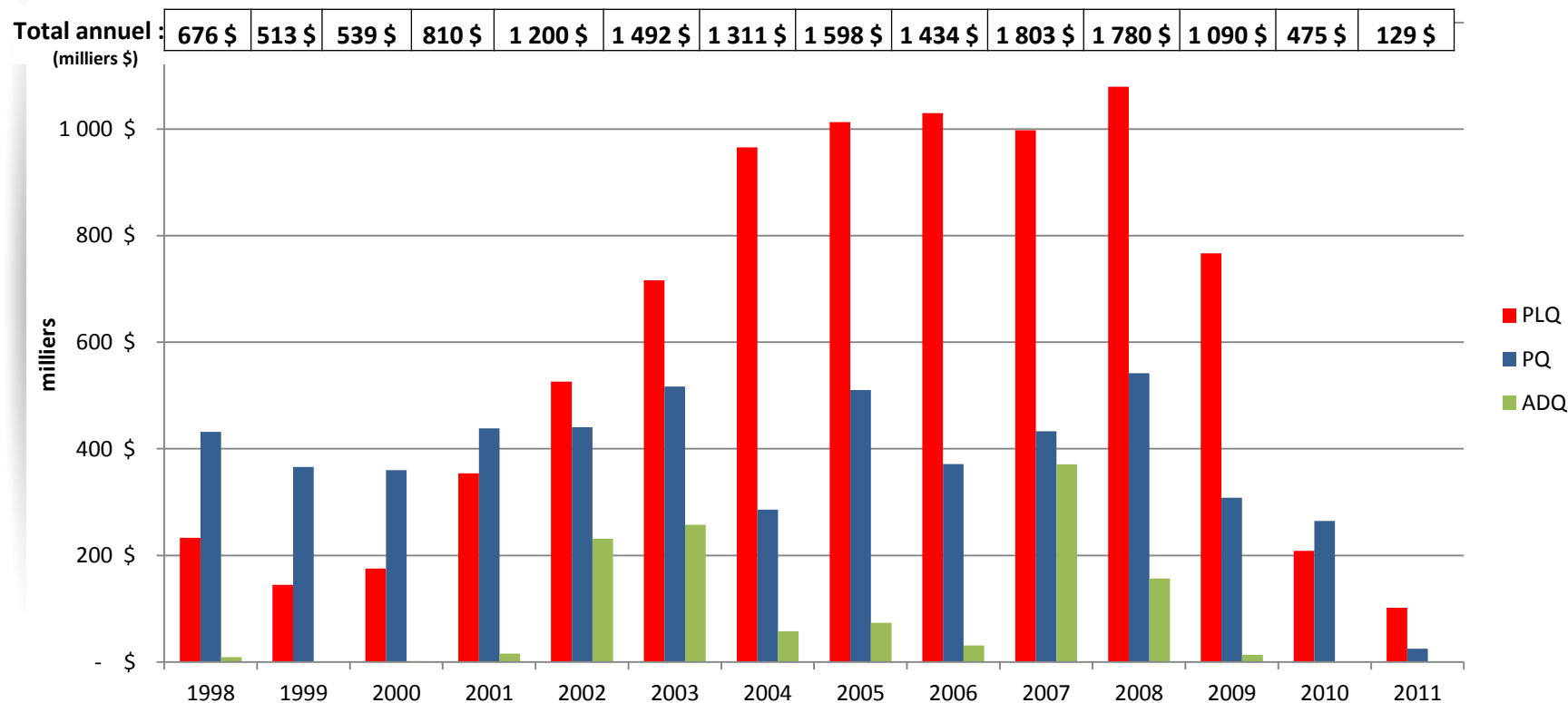
* Aux fins d'estimation, la valeur des contrats des consortiums est partagée à part égale entre les partenaires de chaque consortium.

Contributions politiques provinciales faites par le personnel des 12 firmes de génie ayant obtenu plus de 1 % des contrats du MTQ (1998 à 2011)*



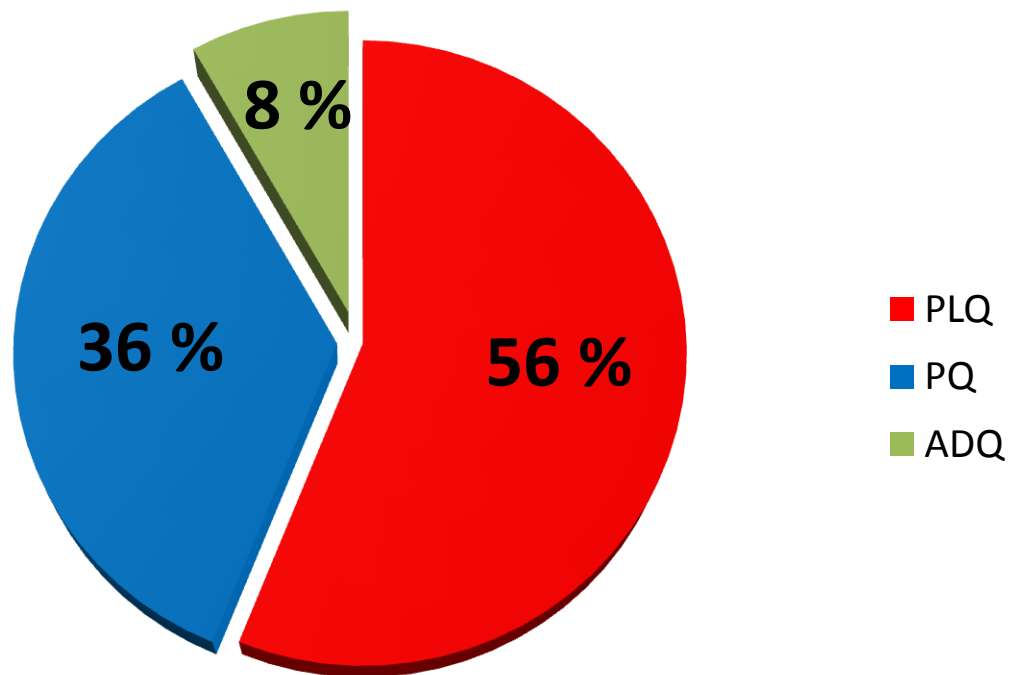
* Données de base provenant du Directeur général des élections du Québec et de l'Agence du revenu du Québec. Le tableau inclut les contributions faites par les autres personnes résidant à la même adresse qu'un employé d'une firme ayant versé une contribution au cours de la même année (conjoint, enfant, parents). Les résultats du jumelage des données pour 1996 et 1997 sont trop parcellaires pour être utilisés.

Contributions politiques provinciales faites par le personnel des 12 firmes de génie ayant obtenu plus de 1 % des contrats du MTQ (1998 à 2011)*



* Données de base provenant du Directeur général des élections du Québec et de l'Agence du revenu du Québec. Le tableau inclut les contributions faites par les autres personnes résidant à la même adresse qu'un employé d'une firme ayant versé une contribution au cours de la même année (conjoint, enfant, parents). Les résultats du jumelage des données pour 1996 et 1997 sont trop parcellaires pour être utilisés.

Contributions politiques provinciales faites par le personnel des 12 firmes de génie ayant obtenu plus de 1 % des contrats du MTQ (1998 à 2011)*



* Données de base provenant du Directeur général des élections du Québec et de l'Agence du revenu du Québec. Le tableau inclut les contributions faites par les autres personnes résidant à la même adresse qu'un employé d'une firme ayant versé une contribution au cours de la même année (conjoint, enfant, parents). Les résultats du jumelage des données pour 1996 et 1997 sont trop parcellaires pour être utilisés.

Contributions politiques provinciales faites par le personnel des 12 firmes de génie ayant obtenu plus de 1 % des contrats du MTQ (1998 à 2011) ¹

	PLQ	PQ	ADQ	LES TROIS PARTIS ²
Montant total des contributions	8 311 127 \$	5 292 702 \$	1 217 429 \$	14 821 258 \$
Nombre total de contributeurs différents pour la période 1998-2011	1 819	1 387	476	2 822
Contribution annuelle moyenne	1 663 \$	1 380 \$	1 693 \$	1 680 \$
Contribution moyenne pour la période 1998-2011	4 569 \$	3 816 \$	2 558 \$	5 252 \$
Nombre de contributions annuelles de 2 000 \$ et plus pour la période 1998-2011	2 255	1 336	344	3 935
Proportion des contributions de 2 000 \$ et plus sur la valeur totale des contributions	75 %	68 %	78 %	73 %

1- Données de base provenant du Directeur général des élections du Québec et de l'Agence du revenu du Québec. Le tableau inclut les contributions faites par d'autres personnes résidant à la même adresse qu'un employé d'une firme ayant versé une contribution au cours de la même année (conjoint, enfant, parents).

2- Certains résultats d'ensemble ne correspondent pas à la somme ou à la moyenne des résultats de chaque parti puisque des personnes contribuent à plus d'un parti.

Services professionnels : modes de sollicitation (1997-1998 à 2011-2012)

Mode de sollicitation	Valeur	Nombre de contrats	Proportion de la valeur
Appel d'offres public	1 499 M\$	13 631	52 %
Gré à gré	847 M\$	3 980	30 %
Appel d'offres sur invitation	530 M\$	2 018	18 %
Total	2 876 M\$	19 629	100 %

Plus de 90 % de la valeur des contrats de gré à gré visent à confier la surveillance de la construction d'un ouvrage à la firme de génie qui en a conçu les plans et devis.

Services professionnels : Appels d'offres publics (1997-1998 à 2011-2012)

Appels d'offres publics sans prix pour les services dont le tarif est décrété par le gouvernement, comme le génie:

- sélection des adjudicataires par un comité sur la base de la qualité seulement.
- négociation du prix forfaitaire par la Direction territoriale concernée avec la firme retenue, sur la base des taux horaires décrétés.

Appels d'offres publics avec prix pour les autres services:

- qualification des soumissionnaires sur la base de la qualité, puis adjudication du contrat à celui ayant été qualifié dont le prix ajusté est le plus bas.

Les **appels d'offres publics régionalisés** sont privilégiés pour les services professionnels, tel que le préconise la Loi sur les contrats des organismes publics (art. 10).

Dans tous les cas, les comités de sélection sont constitués de manière centralisée par le MTQ.

Services professionnels : Appel d'offres public - PCED

- Les Programmes de contrats à exécution sur demande (PCED) représentent la moitié de la valeur des contrats octroyés à la suite d'un appel public depuis 2006, mais constituent 95 % de leur nombre.
- Les PCED permettent de conclure rapidement autant de contrats que nécessaire pendant une période allant jusqu'à trois ans avec les firmes qui ont été qualifiées par un comité de sélection tenu à la suite d'un avis public de qualification régionalisé.

Type d'appel public (2006-2012)	Valeur des contrats (2006-2012)	Nb de contrats (2006-2012)
Tous les contrats octroyés par appels d'offres publics	1 245 M\$	13 071
Contrats de type PCED	625 M\$	12 425
% des contrats PCDE sur le total des contrats octroyés par appel d'offres public	50,2 %	95,1 %

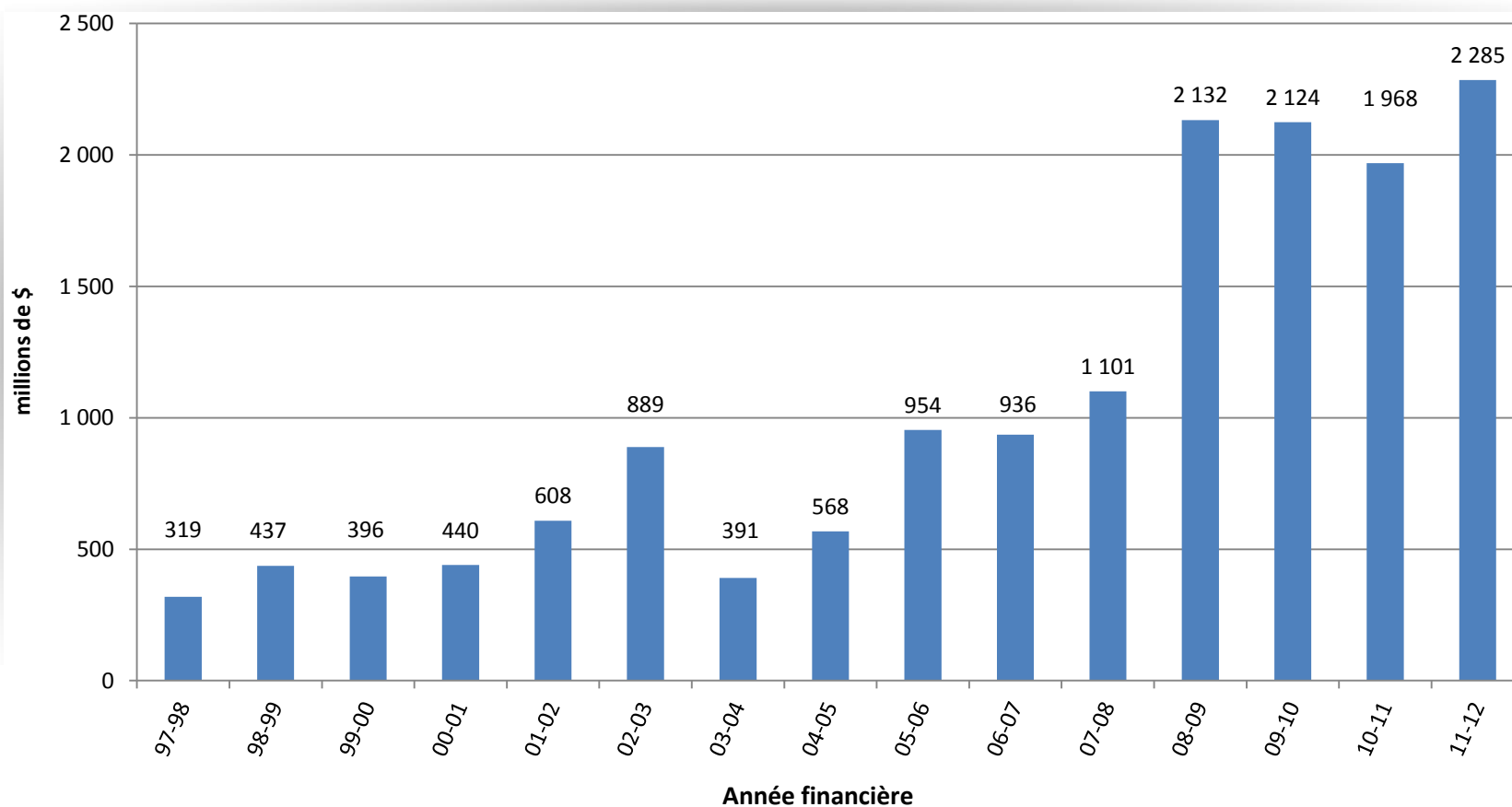
Services professionnels : Appel d'offres public – PCED (suite)

- Des firmes sont qualifiées dans toutes les régions, principalement pour le génie routier, l'ingénierie des ponts et l'ingénierie des sols et matériaux.
- L'attribution d'un mandat spécifique à l'une des firmes qualifiées ainsi que la négociation des honoraires relèvent du chef du Service des projets de la Direction territoriale concernée.
- Bien qu'elle découle de la tenue d'un avis public de qualification, l'attribution des contrats du PCED laisse donc une part significative de discrétion au personnel du MTQ en région. Les contrats doivent être octroyés aux firmes qualifiées de manière équitable.
- Le montant de chaque contrat est limité à 200 K\$, sauf pour la surveillance des travaux de construction: 350 K\$.

Services professionnels : Répartition des contrats des PCED (2006 à 2012)

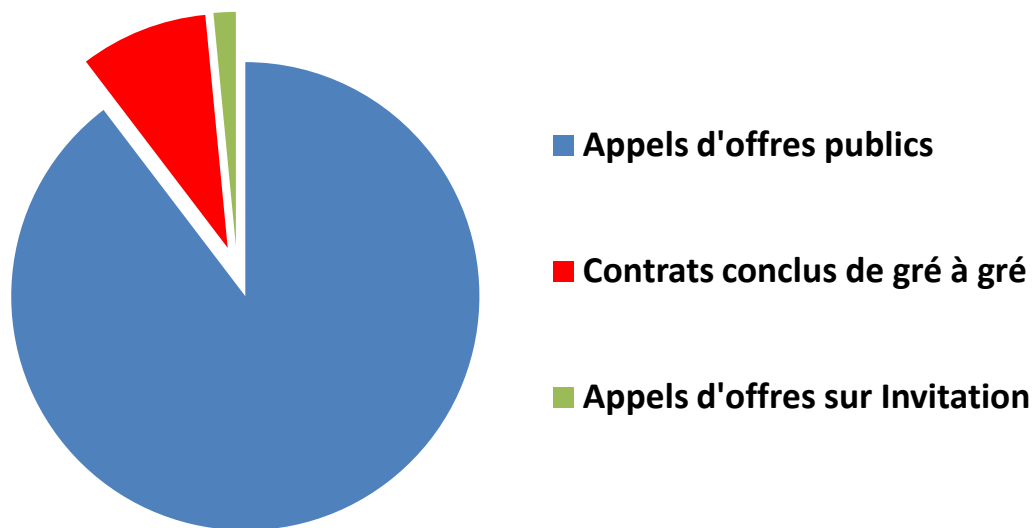
Firme	Montant des contrats	Proportion du total	Quartile
1- Dessau	122 M\$	19,6 %	1
2- Genivar	79 M\$	12,7 %	
3- Services Exp	72 M\$	11,5 %	2
4- SNC-Lavalin	71 M\$	11,4 %	
5- Cima+	62 M\$	9,9 %	3
6- BPR	47 M\$	7,5 %	
7- Consultants SM	34 M\$	5,4 %	
8- Roche	30 M\$	4,8 %	4
9- Inspec-Sol	28 M\$	4,4 %	
10- Aecom	16 M\$	2,5 %	
11- Pluritec	10 M\$	1,6 %	
12- Cegertec	7 M\$	1,1 %	
+ 28 autres firmes	47 M\$	7,6 %	
Total 39 firmes	625 M\$	100 %	

Construction : valeur des contrats octroyés par le MTQ



Construction: modes de sollicitation (1997-1998 à 2011-2012)

Modes de sollicitation	Valeur (M\$)	Nombre de contrats	% de la valeur
Appels d'offres publics	13 938 M\$	7 572	89,7 %
Contrats conclus de gré à gré	1 372 M\$	5 387	8,8 %
Appels d'offres sur invitation	238 M\$	2 602	1,5 %
Total	15 548 M\$	15 561	100 %



Construction : Contrats conclus de gré à gré (1997-1998 à 2011-2012)

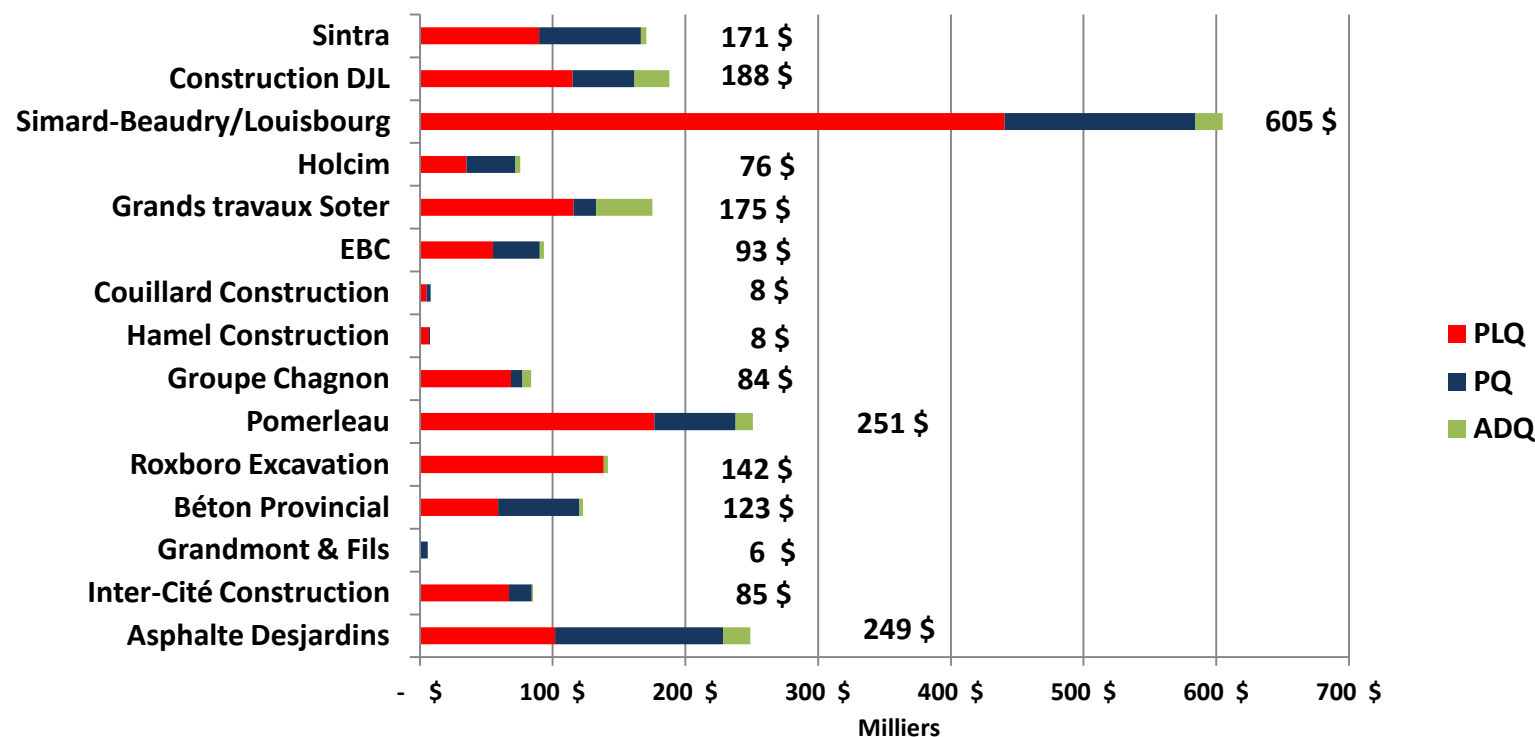
Type	Valeur	Nb de contrats	% de la valeur
Contrats de gré à gré pour enrobé bitumineux (tarifs du MTQ)	964 M\$	3 299	70 %
Contrats < 25 K\$	15 M\$	1 130	1 %
Contrats > 25 K\$ - déplacement d'utilités publiques	172 M\$	690	13 %
Contrats > 25 K\$ - avec autorités locales ou un organisme public	127 M\$	57	9 %
Contrats > 25 K\$ - en situation d'urgence	82 M\$	72	6 %
Contrats > 25 K\$ - avec entreprise - autorisés par le sous-ministre	12 M\$	39	1 %
Total	1 372 M\$	5 387	100 %

Construction: Principaux entrepreneurs du MTQ (1997-1998 à 2011-2012)

Entreprises ou groupes	Montant des contrats	Nombre de contrats*	% de la valeur des contrats	Quartile
1- Sintra	1 645 M\$	1 776	10,6 %	1
2- Construction DJL	884 M\$	1 027	5,7 %	
3- Simard-Beaudry/Louisbourg	691 M\$	131	4,4 %	
4- Grands travaux Soter	616 M\$	108	4,0 %	
5- Holcim	610 M\$	62	3,9 %	2
6- EBC	527 M\$	39	3,4 %	
7- Couillard Construction	520 M\$	136	3,3 %	
8- Hamel Construction	407 M\$	35	2,6 %	
9- Groupe Chagnon	364 M\$	305	2,3 %	
10- Pomerleau	276 M\$	17	1,8 %	
11- Roxboro Excavation	269 M\$	18	1,7 %	
12- Béton Provincial	268 M\$	393	1,7 %	
13- Grandmont & Fils	267 M\$	96	1,7 %	
14- Inter-Cité Construction	265 M\$	254	1,7 %	
15- Asphalte Desjardins	249 M\$	254	1,6 %	
36 autres entreprises	3 891 M\$	2 341	25 %	3
Plus de 1 200 autres entreprises	3 822 M\$	8 631	25 %	4
Total (1997-1998 à 2011-2012)	15 548 M\$	15 561*	100 %	

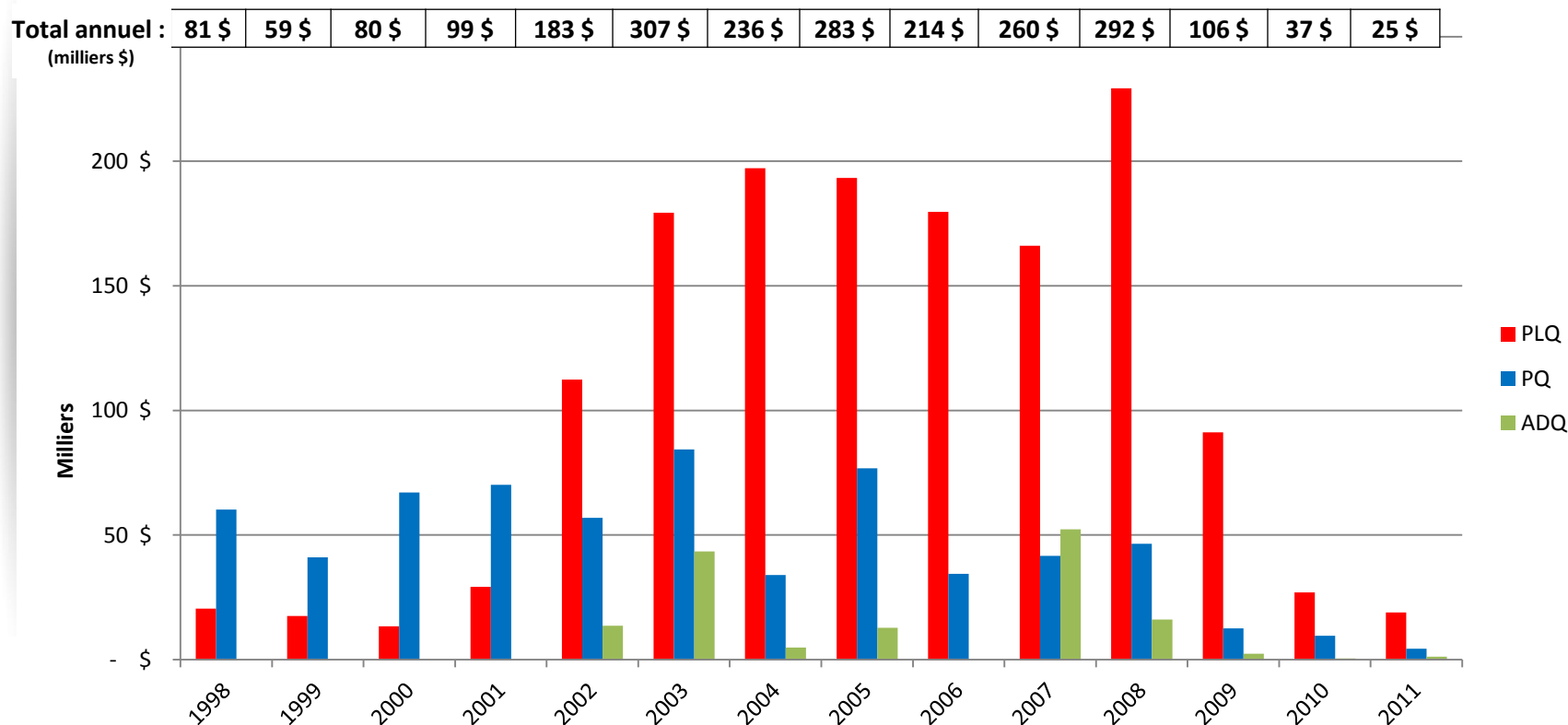
* Les contrats de services professionnels ou techniques ne sont pas inclus. Le total de contrats est plus petit que la simple addition de la colonne puisque les 58 contrats en coentreprises comptent pour un contrat pour chacun des deux partenaires, mais ces contrats ne sont comptés qu'une fois dans le total. Aux fins d'estimation, la valeur de chaque contrat en coentreprise est partagée à parts égales entre les entreprises concernées.

Construction: Contributions politiques provinciales par le personnel des 15 principaux entrepreneurs ayant obtenu des contrats du MTQ (1998 à 2011)*



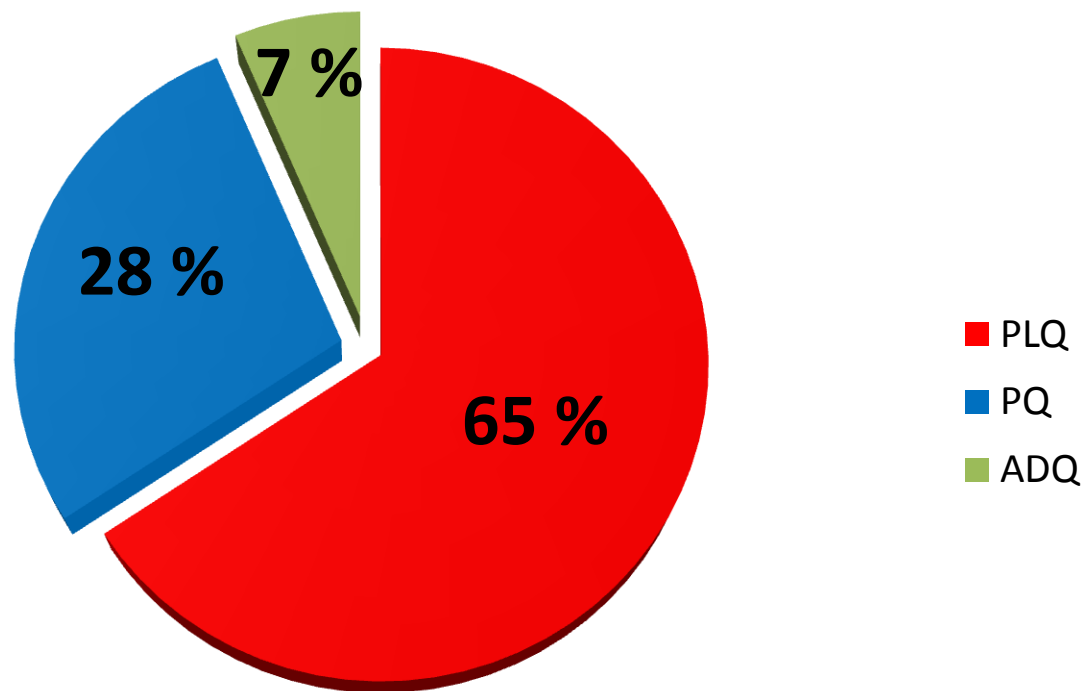
* Données de base provenant du Directeur général des élections du Québec et de l'Agence du revenu du Québec. Le tableau inclut les contributions faites par les autres personnes résidant à la même adresse qu'un employé d'une firme ayant versé une contribution au cours de la même année (conjoint, enfant, parents). Les résultats du jumelage des données pour 1996 et 1997 sont trop parcellaires pour être utilisés.

Construction: Contributions politiques provinciales par le personnel des 15 principaux entrepreneurs ayant obtenu des contrats du MTQ (1998 à 2011)*



* Données de base provenant du Directeur général des élections du Québec et de l'Agence du revenu du Québec. Le tableau inclut les contributions faites par les autres personnes résidant à la même adresse qu'un employé d'une firme ayant versé une contribution au cours de la même année (conjoint, enfant, parents). Les résultats du jumelage des données pour 1996 et 1997 sont trop parcellaires pour être utilisés.

Construction: Contributions politiques provinciales par le personnel des 15 principaux entrepreneurs ayant obtenu des contrats du MTQ (1998 à 2011)*



* Données de base provenant du Directeur général des élections du Québec et de l'Agence du revenu du Québec. Le tableau inclut les contributions faites par les autres personnes résidant à la même adresse qu'un employé d'une firme ayant versé une contribution au cours de la même année (conjoint, enfant, parents). Les résultats du jumelage des données pour 1996 et 1997 sont trop parcellaires pour être utilisés.

Construction: Contributions politiques provinciales par le personnel des 15 principaux entrepreneurs ayant obtenu des contrats du MTQ (1998 à 2011) ¹

	PLQ	PQ	ADQ	LES TROIS PARTIS ²
Montant total des contributions	1 475 160 \$	639 944 \$	147 137 \$	2 262 241 \$
Nombre total de contributeurs différents pour la période 1998-2011	491	315	103	679
Contribution annuelle moyenne	1 211 \$	890 \$	1 059 \$	1 208 \$
Contribution moyenne pour la période 1998-2011	3 004 \$	2 032 \$	1 429 \$	3 332 \$
Nombre de contributions annuelles de 2 000 \$ et plus pour la période 1998-2011	298	104	29	431
Proportion des contributions de 2 000 \$ et plus sur la valeur totale des contributions	55 %	44 %	53 %	52 %

1- Données de base provenant du Directeur général des élections du Québec et de l'Agence du revenu du Québec. Le tableau inclut les contributions faites par d'autres personnes résidant à la même adresse qu'un employé d'une firme ayant versé une contribution au cours de la même année (conjoint, enfant, parents).

2- Certains résultats d'ensemble ne correspondent pas à la somme ou à la moyenne des résultats de chaque parti puisque des personnes contribuent à plus d'un parti.

Construction : Nature des travaux confiés par le MTQ (1997-1998 à 2011-2012)

Type de contrat	Valeur (M\$)	Nombre de contrats	% de la valeur
1. Construction de routes	6 284 M\$	1 705	40 %
2. Structures (ponts, viaducs, ponceaux, tunnels, murs)	4 582 M\$	2 934	29 %
3. Pavage	3 177 M\$	5 547	20 %
4. Terrassements (amélioration, réfection, empiérement, clôtures...)	428 M\$	1 162	3 %
5. Construction – Divers	417 M\$	1 348	3 %
6. Signalisation, éclairage, électricité	392 M\$	1 468	3 %
7. Utilités publiques (ex: déplacement de rails, gaz, réseaux filaires, etc.)	180 M\$	1 292	1 %
8. Aéroports et héliports	88 M\$	105	1 %
Total	15 548 M\$	15 561	100 %

Construction de routes : les 10 principaux entrepreneurs (1997-1998 à 2011-2012)

Entrepreneur	Valeur des contrats	Nombre de contrats	% de la valeur totale des contrats	Nombre de DT où l'entreprise se trouve parmi les 3 premières
1. Sintra	662 M\$	209	11 %	6
2. Holcim	447 M\$	25	7 %	5
3. Couillard Construction	342 M\$	30	5 %	3
4. Grands travaux Soter	309 M\$	20	5 %	2
5. Construction DJL	285 M\$	84	5 %	2
6. Simard-Beaudry/Louisbourg	284 M\$	21	5 %	2
7. EBC	240 M\$	15	4 %	2
8. Roxboro Excavation	210 M\$	12	3 %	1
9. Hamel Construction	209 M\$	19	3 %	1
10. Excavation de Chicoutimi	176 M\$	15	3 %	1
Sous-total de ces entrepreneurs	3 164 M\$	450	51 %	-
Total "Construction de routes"	6 284 M\$	1 705	100 %	

Construction de structures : les 10 principaux entrepreneurs (1997-1998 à 2011-2012)

Entrepreneur	Valeur des contrats (M\$)	Nombre de contrats	% de la valeur totale des contrats	Nombre de DT où l'entreprise se trouve parmi les 3 premières
1. Simard-Beaudry/Louisbourg	328 M\$	34	7 %	4
2. Grands travaux Soter	306 M\$	81	7 %	2
3. EBC	287 M\$	24	6 %	4
4. Pomerleau	270 M\$	16	6 %	4
5. Grandmont & Fils	224 M\$	88	5 %	6
6. Hamel Construction	196 M\$	14	4 %	1
7. Couillard Construction	143 M\$	34	3 %	3
8. Construction Garnier	134 M\$	20	3 %	1
9. Holcim	127 M\$	20	3 %	1
10. Construction Genix	125 M\$	15	3 %	1
Sous-total de ces entrepreneurs	2 140 M\$	346	47 %	-
Total "Structures"	4 582 M\$	2 945	100 %	

Signalisation, éclairage : les 10 principaux entrepreneurs (1997-1998 à 2011-2012)

Entrepreneur	Valeur des contrats (M\$)	Nombre de contrats	% de la valeur totale des contrats	Nombre de DT où l'entreprise se trouve parmi les 3 premières
1. Transelec Common	39 M\$	32	10 %	3
2. Pierre Brossard [1981]	38 M\$	67	10 %	5
3. Chagnon [1975]	31 M\$	60	8 %	6
4. Électricité Grimard	19 M\$	6	5 %	1
5. Voltec	19 M\$	33	5 %	2
6. Neoelect*	19 M\$	30	5 %	1
7. Sintra (inclut Lignco Sigma)	18 M\$	45	5 %	4
8. Groupe Macadam	15 M\$	11	4 %	1
9. Entreprise TRA	13 M\$	45	3 %	4
10. Turcotte [1989]	12 M\$	22	3 %	2
Sous-total de ces entrepreneurs	223 M\$	351	58 %	-
Total "Signalisation, éclairage"	392 M\$	1 468	100 %	

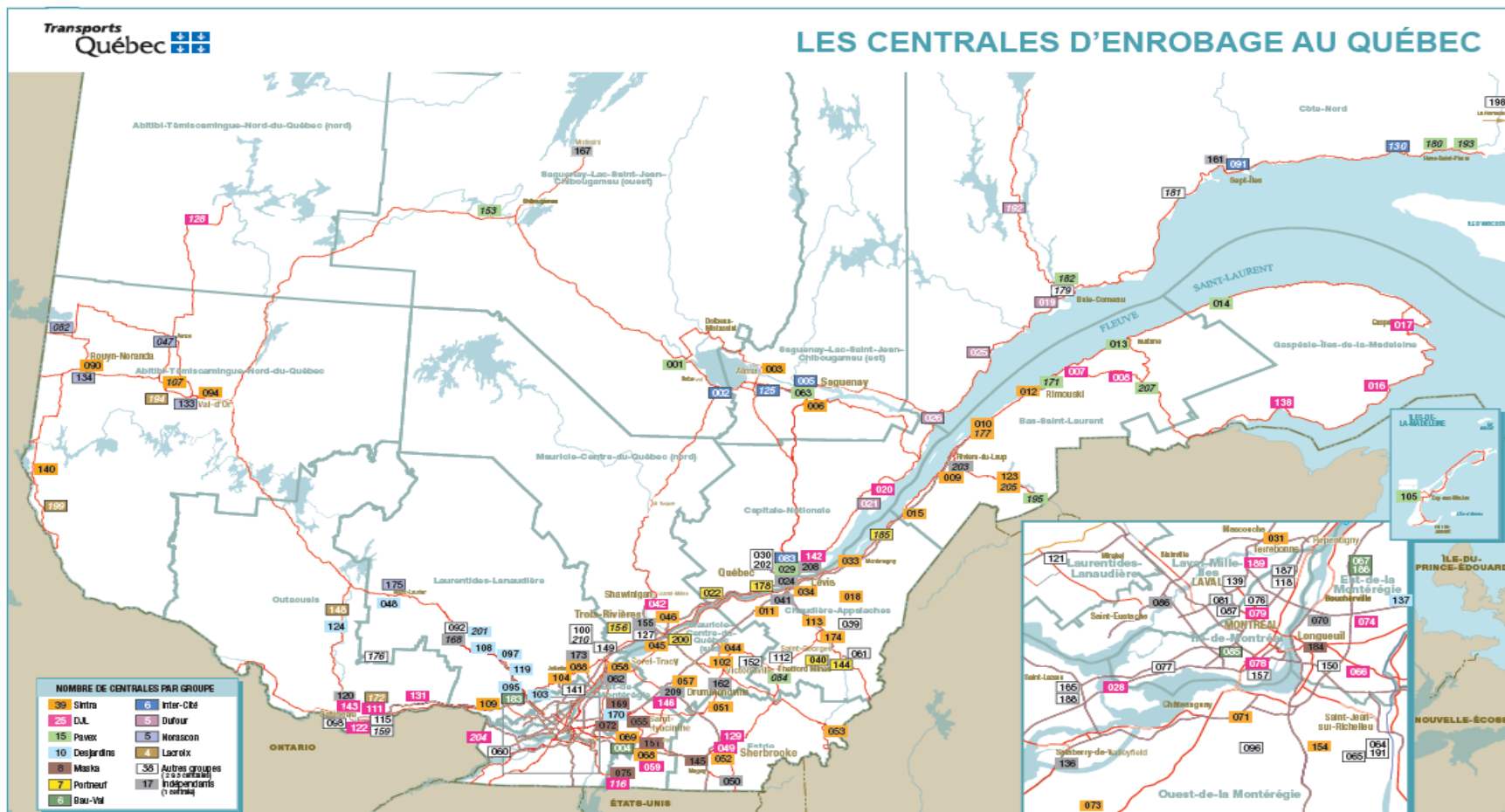
*Contrats conclus avant l'acquisition de Neoelect par Transelec Common en 2008.

Pavage : les 10 principaux entrepreneurs (1997-1998 à 2011-2012)

Entrepreneur	Valeur des contrats (M\$)	Nombre de contrats	Part de la valeur totale des contrats	Nombre d'usines d'enrobage en 2013	Nombre de DT avec usines d'enrobage en 2013
1. Sintra	868 M\$	1 422	27 %	39	10
2. Construction DJL	455 M\$	812	14 %	25	10
3. Béton Provincial	221 M\$	380	7 %	15	4
4. Groupe Chagnon	171 M\$	213	5 %	8	2
5. Inter-Cité Construction	157 M\$	232	5 %	6	3
6. Constr. & Pavage Portneuf	142 M\$	198	4 %	7	3
7. Asphalte Desjardins	110 M\$	187	3 %	10	3
8. Constructions Norascon	98 M\$	70	3 %	5	2
9. Maskimo Construction	86 M\$	110	3 %	3	2
10. Groupe Lechasseur*	68 M\$	218	2 %	0*	0*
Sous-total de ces entrepreneurs	2 376 M\$	3 842	73,0 %	118	14
Total "Pavage »	3 177 M\$	5 588	100 %	185	14

*Le Groupe Lechasseur a été acquis par Eurovia en 2013.

La carte 2013 des centrales d'enrobage



La répartition régionale des centrales d'enrobage

Direction Territoriale	Nbre de centrales d'enrobage		Nbre de propriétaires de centrale 2013	Principaux entrepreneurs 1997-1998 à 2011-2012
	1997	2013		
Abitibi-Témiscamingue	9	10	3	182 M\$: Norascon (50 %); Sintra (41 %)
Bas-Saint-Laurent ¹	9	15	4	258 M\$: Sintra (61 %); Le Chasseur (22 %)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ¹	6	5	2	197 M\$: DJL (62 %); Béton Provincial (25 %)
Capitale-Nationale	10	11	8	223 M\$: Constr et pav. Portneuf (39 %); Pavage Rolland Fortier (16 %); Inter-Cité (13 %)
Chaudière-Appalaches	13	13	5	257 M\$: Sintra (58 %); Pav. Sartigan (13 %); Pav. Centre Sud (12 %); Pav. Abénakis (11 %)
Côte-Nord	6	13	5	191 M\$: Béton Provincial (29 %); Jacques Dufour & Fils (23 %); Sintra (21 %)
Estrie	6	7	4	218 M\$: Sintra (36 %); DJL (30 %)
Laurentides-Lanaudière	15	20	9	250 M\$: Asph. Desjardins (27 %); Sintra (24 %); Groupe Chagnon (19 %)
Laval-Mille-Îles	6	7	6	92 M\$: Simard-Beaudry (25 %); Maskimo (23 %); Sintra (16 %)
Mauricie-Centre-du-Québec	14	14	8	298 M\$: Sintra (42 %); DJL (15 %); Maskimo (14 %)
Montréal	13	19	8	272 M\$: DJL (31 %); Groupe Chagnon (29 %); Sintra (17 %)
Montréal-Est	11	15	9	230 M\$: Sintra (32 %); DJL (21 %)
Montréal-Ouest	8	8	6	88 M\$: DJL (45 %); Simard-Beaudry (19 %); Sintra (12 %)
Outaouais	9	11	6	176 M\$: DJL (25 %); Michel Lacroix (16 %)
Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau	8	8	3	227 M\$: Inter-Cité (44 %); Béton prov. (33 %); Sintra (13 %)
Adresse inconnue et autre ²	11	9	9	
Total	154	185	46 propriétaires de centrales d'enrobage au Québec en 2013 ³	

1. Les deux régions couvertes par la DT du Bas-St-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont présentées distinctement.

2. Inclut les centrales mobiles inactives ainsi qu'une centrale d'enrobage du Nord-du-Québec.

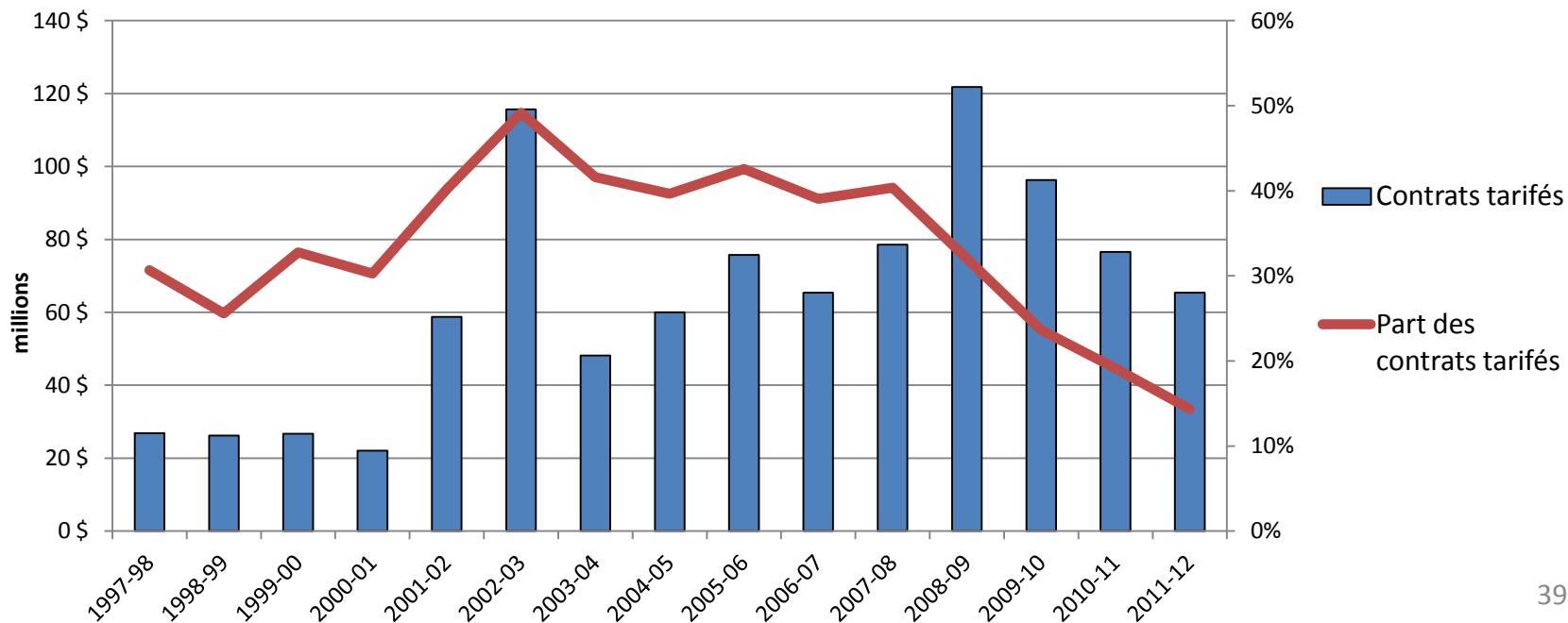
3. Le nombre total de propriétaires n'est pas le résultat de l'addition de la colonne.

Contrats d'enrobé bitumineux à tarifs non négociables

- Production de l'enrobé bitumineux principalement dans des centrales fixes.
- Les centrales d'enrobage sont inégalement réparties sur le territoire.
- Certaines usines n'ont pas de concurrents dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres.
- Les longues distances de transport de l'enrobé chaud ont un impact sur le coût et la qualité de ce matériau.
- Le MTQ octroie de gré à gré des contrats d'enrobé bitumineux à tarifs non négociables aux centrales d'enrobage qualifiées qui sont situées dans les secteurs où il n'y a pas de concurrence.
- Le MTQ établit chaque année, sur la base de paramètres provinciaux, un prix de base par tonne d'enrobé pour chacune des 185 centrales d'enrobage qualifiées, situées en milieu concurrentiel ou non, afin de pouvoir conclure d'éventuels contrats tarifés au cours de l'année.
- Parce que les contrats de gré à gré à tarifs non négociables peuvent être conclus plus rapidement que les contrats en appels d'offres, le MTQ choisit d'utiliser ce type de contrats lorsqu'il veut réaliser rapidement des travaux de pavage en fin de saison afin de dépenser le solde budgétaire avant l'hiver.

Contrats d'enrobé bitumineux à tarifs non négociables (suite)

- Près du tiers des montants des contrats de pavage a été attribué de gré à gré aux tarifs établis par le MTQ.
- Dans les années 2000, on observe un recours accru aux contrats de pavage de gré à gré qui s'explique notamment par la forte augmentation des dépenses d'investissement du Ministère. Depuis 2009-2010, on note une diminution de ce genre de contrat.

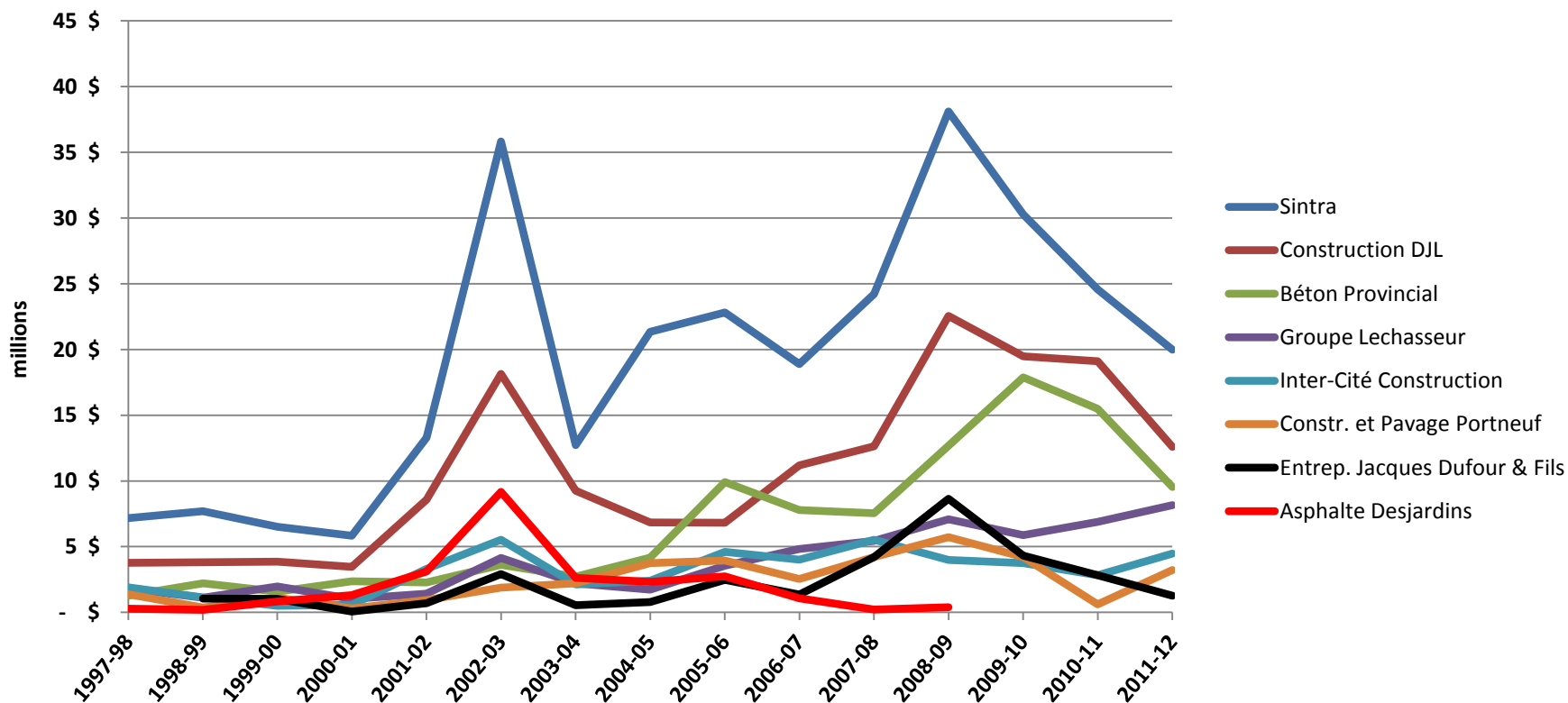


Contrats d'enrobé bitumineux à tarifs non négociables (suite)

- La programmation initiale des travaux et les changements en cours d'année sont approuvés par le ministre.
- La programmation initiale est ajustée notamment à la fin de l'été afin d'utiliser les disponibilités budgétaires avant l'hiver. L'information disponible permet de savoir quelles centrales d'enrobage exécuteraient les contrats à tarifs non négociables s'ils sont retenus. Un choix ministériel est exercé.

Contrats d'enrobé bitumineux à tarifs non négociables

Huit entrepreneurs ont reçu 78 % des contrats de pavage de gré à gré



Indices de tendance à la baisse des prix des travaux de construction au MTQ

En 2013, le MTQ constate que les prix des contrats de construction sont 16 % inférieurs à ses estimés :



PAYER LE JUSTE COÛT POUR LES INVESTISSEMENTS ROUTIERS

APPROBATION DE LA PROGRAMMATION SUR 2 ANS

Augmentation de 13% du nombre d'appels d'offres lancés (par rapport à 2012)

+ 13%

Appels d'offres lancés à l'automne

ANALYSE DE MARCHÉ - ESTIMATIONS ET SOUMISSIONS

En 2013, les prix des contrats de construction sont de 16% inférieurs par rapport à ceux que le MTQ avait estimés. Cela représente une économie potentielle de près de 240 M\$.

- 16%

240 M\$

Prix des contrats de construction par rapport aux estimations pour 2013

Économie potentielle

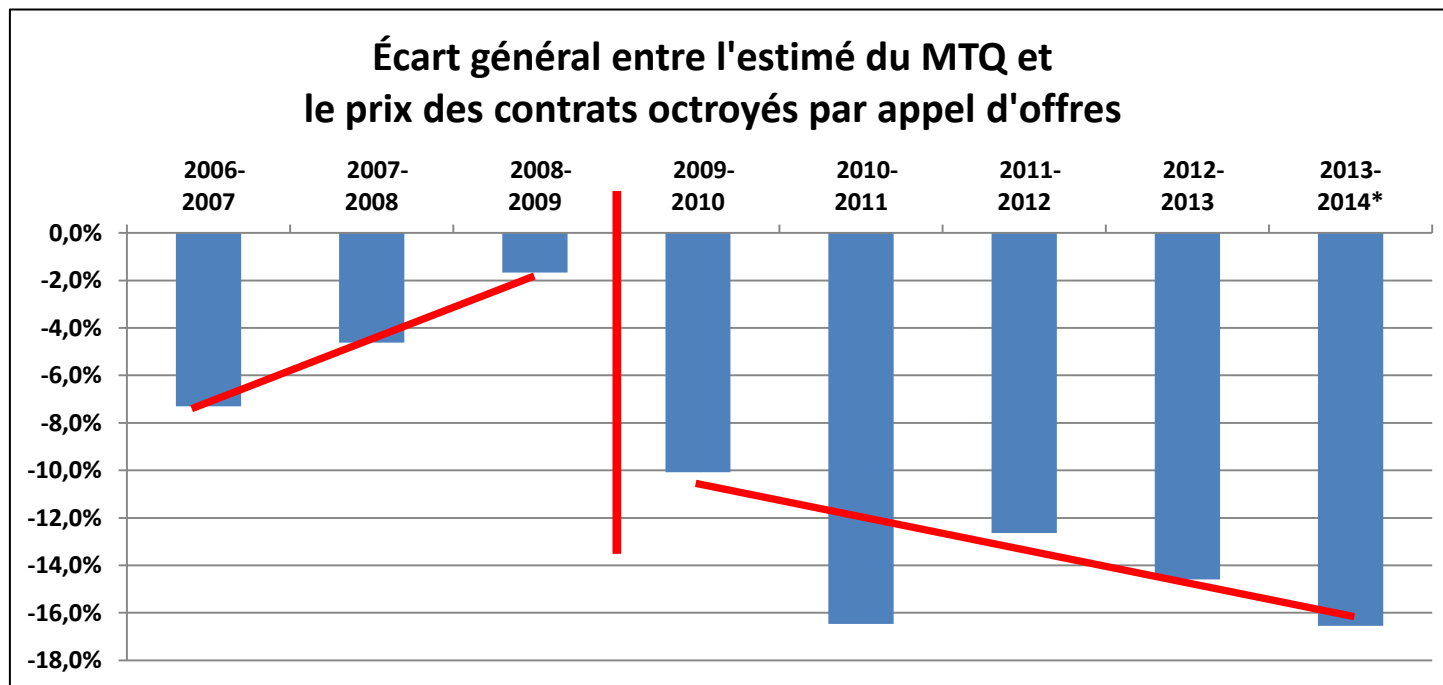
La différence des prix entre les contrats de construction octroyés et les estimations ont diminué de 3,5% par rapport à 2012.

- 3,5%

Différence de prix entre les contrats de construction octroyés et les estimations (2013 vs 2012)

Indices de tendance à la baisse des prix des travaux de construction au MTQ

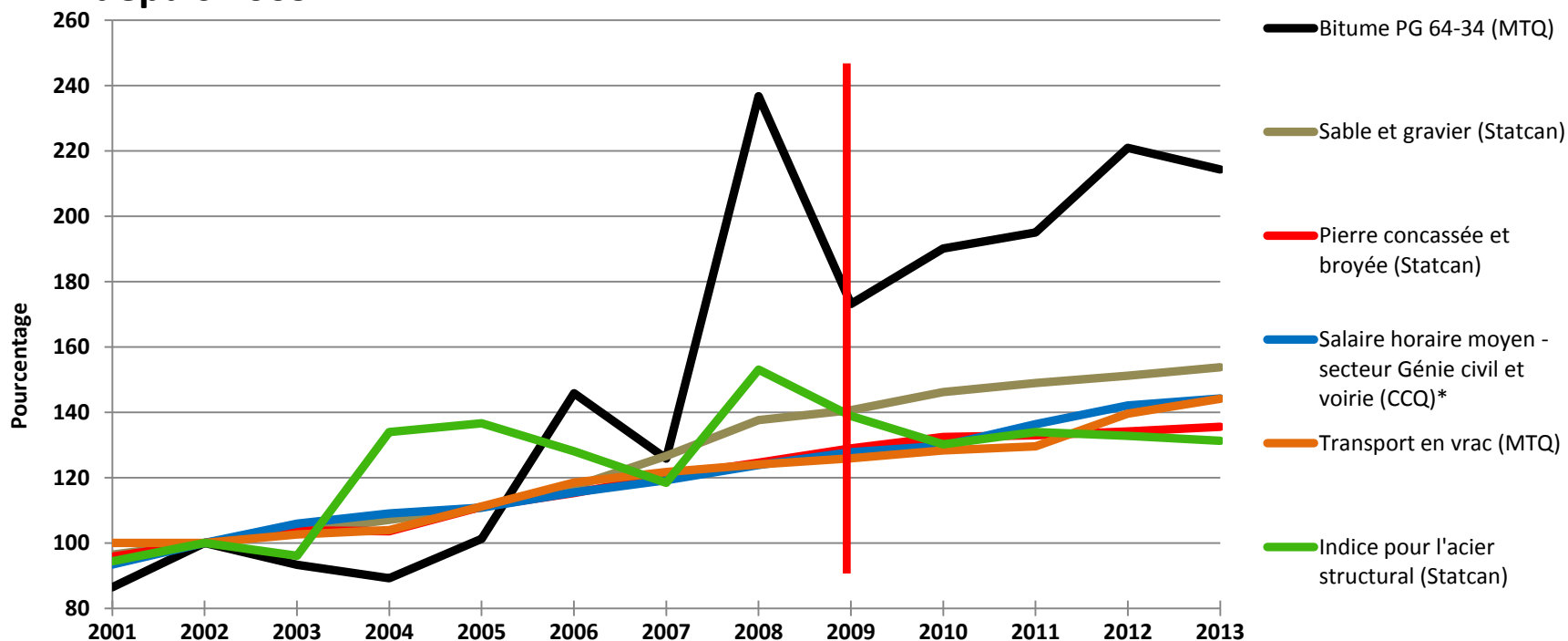
De 2009 à 2013: les prix des contrats octroyés sont inférieurs en moyenne de 14,5 % par rapport aux estimés du MTQ. Cet écart était en moyenne de 4,5 % durant la période de 2006 à 2009.



* Pour 2013-2014, les données incluent les quatre premiers mois de cette année financière, soit les mois d'avril à juillet.

Tendance à la hausse des prix des facteurs de coûts en construction routière

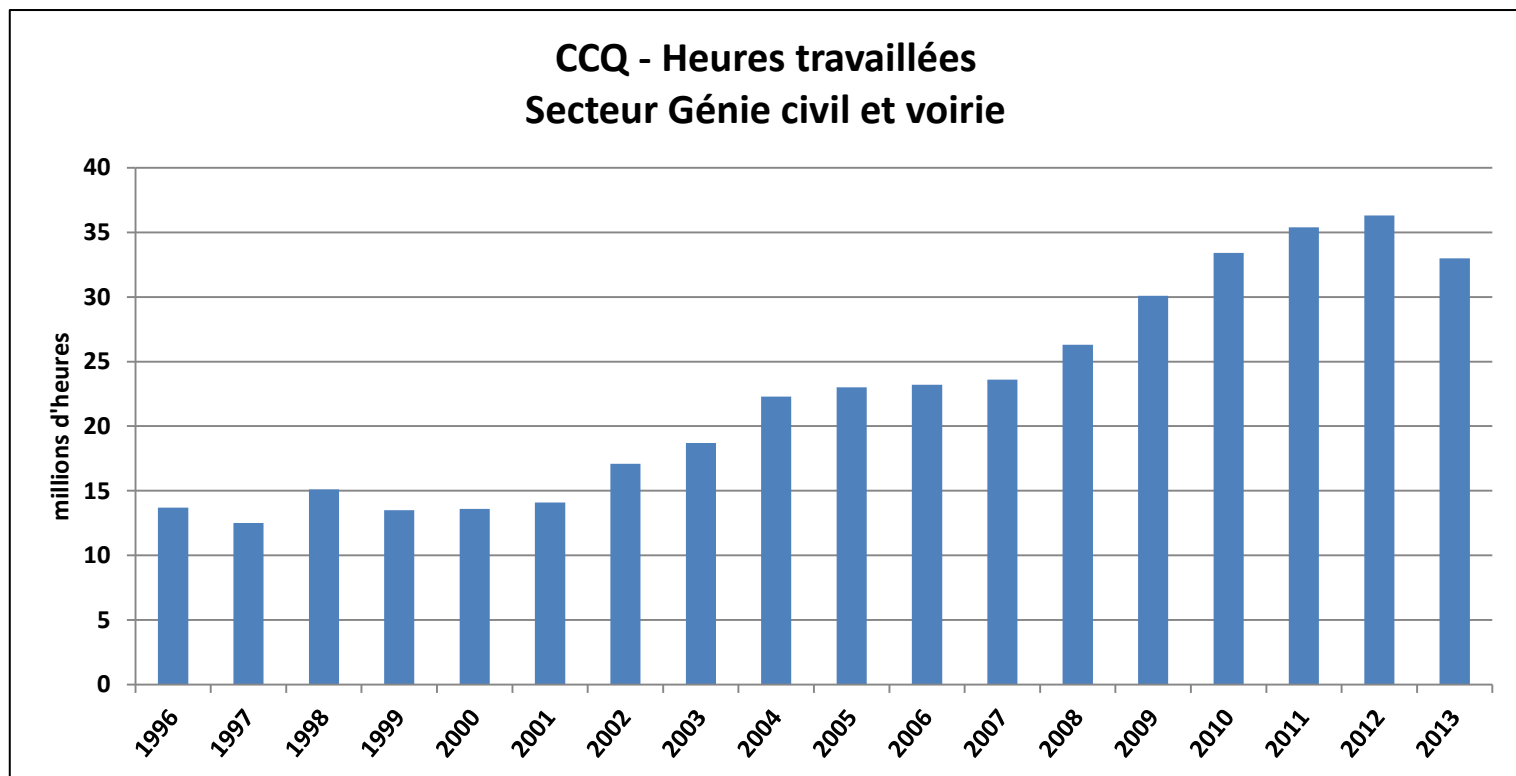
Le prix de la plupart des facteurs de production demeurent à la hausse depuis 2009.



*Génie civil et voirie : nom d'un des quatre secteurs de l'industrie de la construction; il englobe la construction d'ouvrage d'intérêt général d'utilité publique ou privée.

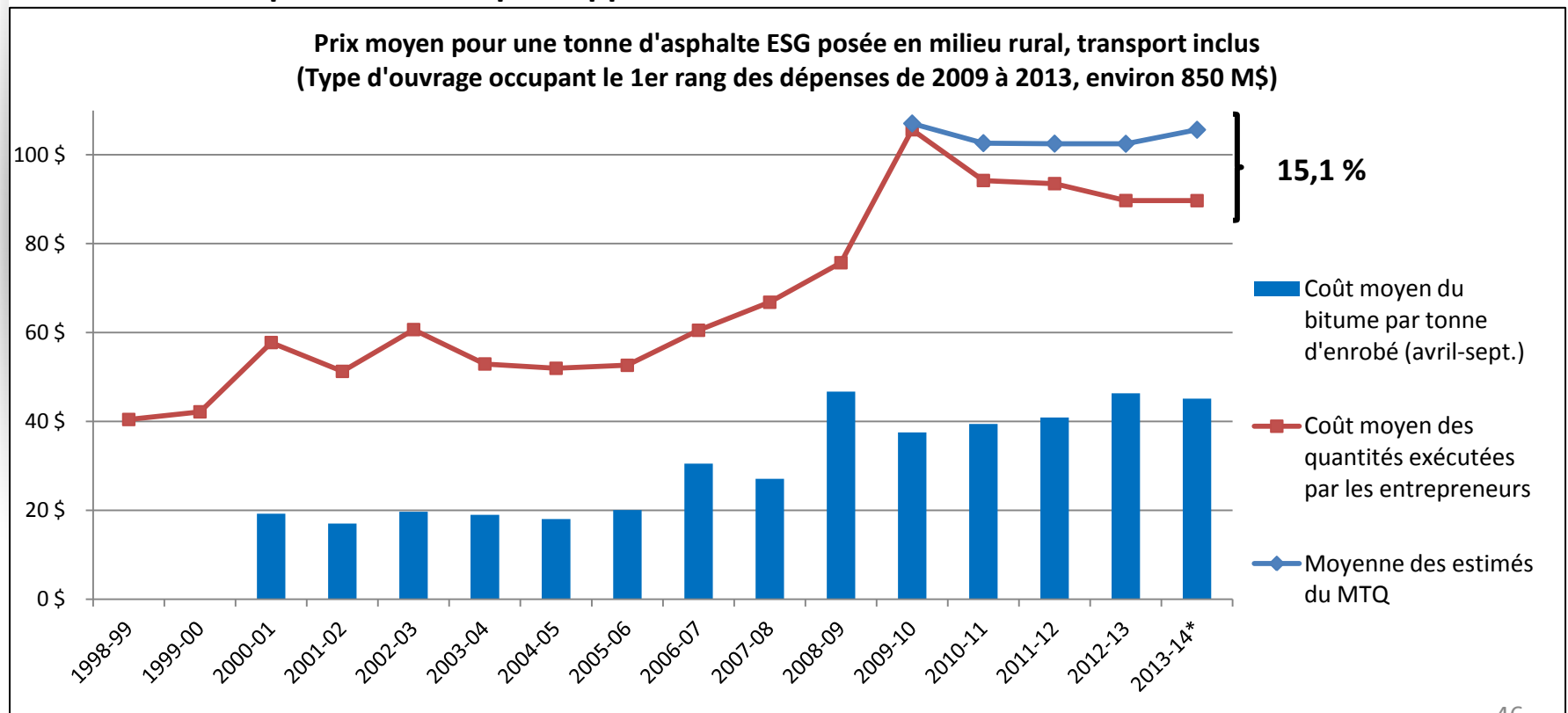
Croissance jusqu'en 2012 des heures de travail déclarées à la CCQ dans le secteur « Génie civil et voirie »

De 2009 à 2012 inclusivement, l'activité de construction dans le secteur du génie civil et de la voirie demeure à la hausse.



Indices de tendance à la baisse des prix des travaux de construction au MTQ

Un écart croissant entre le prix et l'estimé pour la pose d'une tonne d'asphalte et une diminution du prix de 15,1 % par rapport à son sommet de 2009.



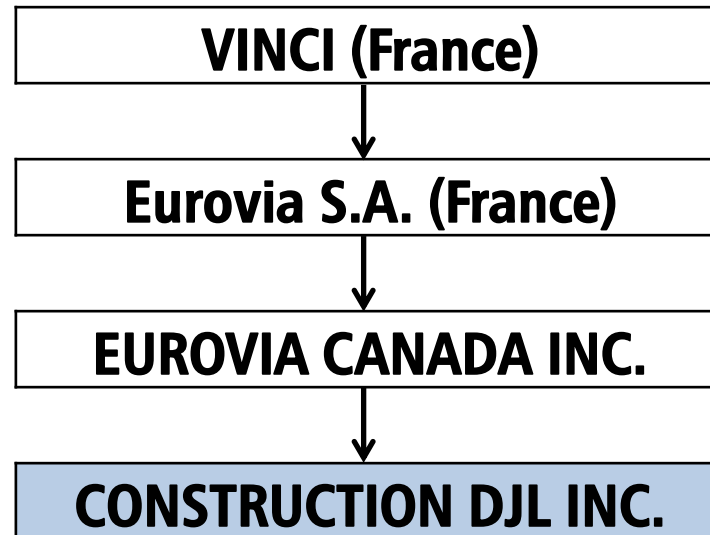
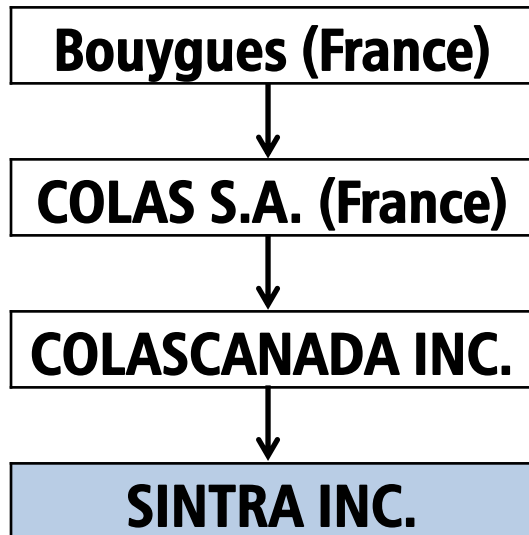
* En 2013-2014, les 4 premiers mois de l'année seulement.

Plus grande attention publique portée aux contrats de construction

Ce phénomène de soumissions plus basses suggère que la concurrence serait plus vive pour les contrats du MTQ en raison de la plus grande attention portée aux contrats de construction.

- Enquêtes des médias sur la collusion dans le domaine de la construction
- Première demande d'enquête publique (avril 2009)
- Création de l'unité Marteau de la SQ (octobre 2009)
- Rapport du Vérificateur général sur la gestion des contrats au MTQ (novembre 2009)
- Création de l'Unité anticollusion du MTQ (printemps 2010) et premier rapport (septembre 2011)
- Création de l'UPAC (février 2011)
- Mise en place de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (novembre 2011)

Les sociétés mères de Sintra et de Construction DJL condamnées en France pour pratiques anticoncurrentielles en construction routière



Condamnations: Bouygues/Colas et Vinci/Eurovia/EJL²

Marchés / travaux (France)	Années d'infraction	Date du jugement	Entreprises condamnées et valeur des amendes ¹
Marché des enrobés bitumineux - Communauté urbaine de Bordeaux	1992-1993	Mars 2001	Filiales de Colas (Colas Sud-Ouest) et de Bouygues (Screg Sud-Ouest) : 2,3 M\$ au total
Fabrication et vente d'enrobés bitumineux - Routes départementales d'Isère	1994	Mai 2001	Filiales de Colas (Colas Rhône-Alpes) et de Bouygues (Sacer Sud-Est et Screg Sud-Est): 7,3 M\$
Marché des travaux routiers - Gard	1993	Septembre 2001	Entreprise Jean-Lefebvre : 0,4 M\$
Travaux routiers - Bouches-du- Rhône	1994-1995	Octobre 2001	Colas (Colas Midi-Méditerranée) et sa filiale Jean- François : 2,3 M\$
Construction d'ouvrages d'art (ponts) pour la route des Estuaires - Manche	1995-1998	Mai 2005	Entreprise Jean-Lefebvre : 0,4 M\$ Filiale de Bouygues (SA Quille) : 6,5 M\$

1. Valeur en dollar canadien exprimée au taux de change en vigueur au moment de la décision (moyenne annuelle de la Banque du Canada).

2. EJL : Entreprise Jean-Lefebvre.

Condamnations: Bouygues/Colas et Vinci/Eurovia/EJL² (suite)

Marchés / travaux (France)	Années d'infraction	Date du jugement	Entreprises condamnées et valeur des amendes ¹
Travaux publics - Meuse	1996-1998	Juin 2005	Entreprise Jean-Lefebvre (EJL – Est) et Eurovia (Eurovia Lorraine) : 2 M\$
Signalisation routière horizontale (marquage de sols) - Picardie et Nord-Pas de Calais	1992	Décembre 2005	Filiale de Colas (Somaro): 1,5 M\$
Travaux publics - Région Île-de- France	1990-1997	Mars 2006	Vinci et ses filiales (Vinci Construction, TPI et Valentin): 3,7 M\$
			Bouygues (Sacer Paris Nord-Est) et Colas (Colas Îles de France-Normandie): 12,4 M\$
Signalisation routière verticale (panneaux)	1998-2006	Décembre 2010	Filiales de Colas (Somaro et SES): 24,1 M\$

1. Valeur en dollar canadien exprimée au taux de change en vigueur au moment de la décision (moyenne annuelle de la Banque du Canada).

2. EJL : Entreprise Jean-Lefebvre.

Pratiques reprochées en France

- Concertation entre concurrents, échange d'informations, truquage des soumissions, dépôt d'offres de couverture et répartition des marchés faussant le libre jeu de la concurrence.
- Pratiques anticoncurrentielles prohibées pour évincer une entreprise concurrente sur le marché des enrobés bitumineux.
- Pendant 5 ans dans le département de l'Isère, fabrication et mise en œuvre d'enrobés bitumineux à des prix nettement supérieurs à ceux qui auraient résulté du libre jeu de la concurrence.

Québec – Entreprises de construction ayant été acquises par Vinci/Eurovia/DJL

- Asphalte Trudeau Itée
- Carrière Mont-Bruno
- Centre technique nord américain
- Constructions Désourdy inc.
- Constructions et pavages Continental
- DJL Technologies
- Entreprise d'électricité CDI Itée
- Frantech
- Gravière St-François (1990) inc.
- Groupe Lechasseur inc.
- Intercomtés Construction
- Lacbec inc.
- Les pavages L.D.
- Location Rolland Fortier inc.
- Pavage Rolland Fortier inc.
- Pavages Beau Bassin inc.
 - Cap-Neige
- Pavages Racine
- Ter-Voile

Québec – Entreprises de construction ayant été acquises par Bouygues/Colas/Sintra

- 9102-1220 Québec inc.
 - 9051-4076 Québec inc. (partie)
 - les Entreprises Claude Chagnon inc. (partie)
 - Pavages Maska inc. (partie)
- Asphalte des Cantons
- Béton St-Georges
- Béton St-Ephrem
- Béton St-Joseph
- Béton Rivière-du-Loup
- Carrières Shefford
- Compagnie Asphalte (CAL)
- Construction BML
- Construction Choinière
- Franroc
- Gécan international ltée
- Lamothe
- Les Carrières St-Ferdinand inc.
- Lignco-Sigma inc.
 - Dura-Lignes
 - Lignes de stationnement Rivard 2004
 - Pro-Ligne Mauricie
 - Service des lignes blanches Drummond
 - Traçage de ligne Lanaudière
- Pagé Construction
- Pavages Laurentiens
- Pavages Mégantic
- Pavages Moto
- Pavages St-Laurent
- Pavage St-Paul
- Ray-car
- STEB, fabricant de liants bitumineux

Références

1. Autorité de la concurrence (France). 22 décembre 2010. Décision no 10-D-39 du 22 décembre 2010 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la signalisation routière verticale.
2. Bitume Québec. 2013. *Informations sur l'utilisation des prix publics des bitumes*.
3. Bitume Québec. Prix publics pour les bitumes de 2000 à 2004 – Contrat d'approvisionnement du MTQ.
4. Bitume Québec. Prix publics pour les bitumes de 2005 à 2012 – Contrat d'approvisionnement du MTQ.
5. Commission d'enquête sur l'effondrement d'une partie du viaduc de la Concorde. 2007. *Rapport*. Montréal.
6. Commission de la construction du Québec. Avril 2006. *Heures travaillées par secteur - 1996-2005*. Tableau A 2.
7. Commission de la construction du Québec. Avril 2013. *Heures travaillées par secteur - 2003-2012*. Tableau A 2.
8. Commission de la construction du Québec, Direction de la recherche et de la documentation. Décembre 2013. *Perspectives 2014*. 7 pages.
9. Commission de la construction du Québec. Août 2005. *Salaire horaire moyen des salariés par secteur et par statut professionnel - 1995-2004*. Tableau C 33.
10. Commission de la construction du Québec. Mai 2012. *Salaire horaire moyen des salariés par secteur et par statut professionnel - 2002-2011*. Tableau C 33.
11. Commission de la construction du Québec. Avril 2013. *Salaire horaire moyen des salariés par secteur et par statut professionnel - 2003-2012*. Tableau C 33.
12. Conseil de la concurrence (France). 25 septembre 2001. *Décision no 01-D-59 du 25 septembre 2001 relative aux pratiques relevées lors de marchés de travaux routiers dans le département du Gard*.

Références

13. Conseil de la concurrence (France). 4 mai 2001. *Décision no 01-D-14 du 4 mai 2001 relative à des pratiques relevées lors de marchés de fabrication et de mise en œuvre d'enrobés bitumineux sur les routes départementales de l'Isère.*
14. Conseil de la concurrence (France). 6 mars 2001. *Décision no 01-D-02 du 6 mars 2001 relative à des pratiques mises en œuvre sur le marché des enrobés bitumineux de la communauté urbaine de Bordeaux.*
15. Conseil de la concurrence (France). 9 juin 2005. *Décision no 05-D-26 du 9 juin 2005 relative à des travaux publics réalisés dans le département de la Meuse.*
16. Conseil de la concurrence (France). 12 mai 2005. *Décision no 05-D-19 du 12 mai 2005 relative à des pratiques mises en œuvre dans le cadre des marchés de construction des ouvrages d'art pour la réalisation de l'autoroute A84, dite "Route des Estuaires", dans le département de la Manche.*
17. Conseil de la concurrence (France). 6 décembre 2005. *Décision no 05-D-67 du 6 décembre 2005 relative aux pratiques mises en œuvre sur le marché de la signalisation routière horizontale dans les régions de Picardie et du Nord-Pas de Calais.*
18. Conseil de la concurrence (France). 19 octobre 2001. *Décision no 01-D-67 du 19 octobre 2001 relative à des pratiques relevées à l'occasion de la passation de marchés publics de travaux routiers dans le département des Bouches-du-Rhône.*
19. Conseil de la concurrence (France). 21 mars 2006. *Décision no 06-D-07 du 21 mars 2006 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur des travaux publics dans la région Île-de-France.*
20. *Loi favorisant le maintien et le renouvellement des infrastructures publiques*, 2007 chapitre 38 (sanctionnée le 21 décembre 2007), remplacée par la *Loi sur les infrastructures publiques* (chapitre I-8.3).
21. Ministère des Transports du Québec. 19 octobre 2007. *Suite du rapport de la Commission d'enquête sur le viaduc de la Concorde – Québec annonce un ambitieux plan de modernisation du réseau routier.* Communiqué 6053. Québec.

Références

22. Ministère des Transports du Québec. *Évolution des investissements routiers au FORT*. Pièce 4P-45 déposée lors du témoignage de M. Marcel Carpentier devant la Commission.
23. Ministère des Transports du Québec, Secteur de la géomatique. 2012. *Le réseau routier confié au MTQ*. Document transmis à la Commission par le ministère des Transports du Québec.
24. Ministère des Transports du Québec. 2011. *Le réseau routier québécois. Contexte, bilan et perspectives*.
25. Ministère des Transports du Québec, Service de la gestion contractuelle. Mars 2014. *Les centrales d'enrobage au Québec*. Réalisation par la Division de la géomatique. Les données sont de décembre 2013.
26. Ministère des Transports du Québec. *Liste et prix des ouvrages d'infrastructures de transport*. Exercices financiers 1997-1998 à 2012-2013.
27. Ministère des Transports du Québec. *Nombre et valeur des contrats de 5 000 \$ et plus octroyés par le ministère des Transports selon le mode d'octroi du contrat, exercices financiers 1997-1998 à 2012-2013*.
28. Ministère des Transports du Québec. 12 novembre 2013. *Payer le juste coût pour les investissements routiers*. Québec.
29. Ministère des Transports du Québec. *Processus d'adjudication et de gestion des contrats*. Pièce 4P-44 déposée lors du témoignage de M. Marcel Carpentier devant la Commission.
30. Ministère des Transports du Québec. *Rapports annuels de gestion*. Exercices financiers 1997-1998 à 2012-2013.
31. Ministère des Transports du Québec. *Système ministériel « Bordereau et Demande de paiement »*.
32. Ministère des Transports du Québec. *Organigramme du ministère des Transports du Québec*. Site Internet du Ministère, mise à jour du 17 janvier 2014.

Références

33. Ministère des Transports du Québec. *Contexte particulier des chaussées au Québec; La conception d'une chaussée*. Site Internet du Ministère.
34. Secrétariat du Conseil du trésor du Québec. *Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes, pour l'année financière se terminant le 31 mars 2008*. Budget de dépenses 2007-2008, Volume III.
35. Secrétariat du Conseil du Trésor du Québec, Sous-secrétariat des politiques de ressources humaines et des relations de travail. *Données sur les coûts des avantages sociaux du ministère des Transports et des Fonds de transport par corps d'emploi, de 1999 à 2012*.
36. Statistiques Canada. *Indices des prix des matières brutes*. Tableau 330-0007, Années 2001-2013.